
ACP-UE

PROGRAMME ACP-UE DE PRÉVENTION
DES RISQUES LIÉS AUX CATASTROPHES NATURELLES

Rapport d'activité de
2016-2017



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

© Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement

Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme Afrique Caraïbes et Pacifique – Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative du Groupe des pays ACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au vendredi 30 juin 2017 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Le présent rapport résume les activités et les accomplissements réalisés dans le cadre du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR) entre le 1^{er} juillet 2016 et le 30 juin 2017.

Mirage dans le désert, Afrique
Crédit photo: Shutterstock

ACP-UE

PROGRAMME ACP-UE DE PRÉVENTION
DES RISQUES LIÉS AUX
CATASTROPHES NATURELLES

Rapport d'activité de 2016-2017



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

SIGLES ET ABBRÉVIATIONS

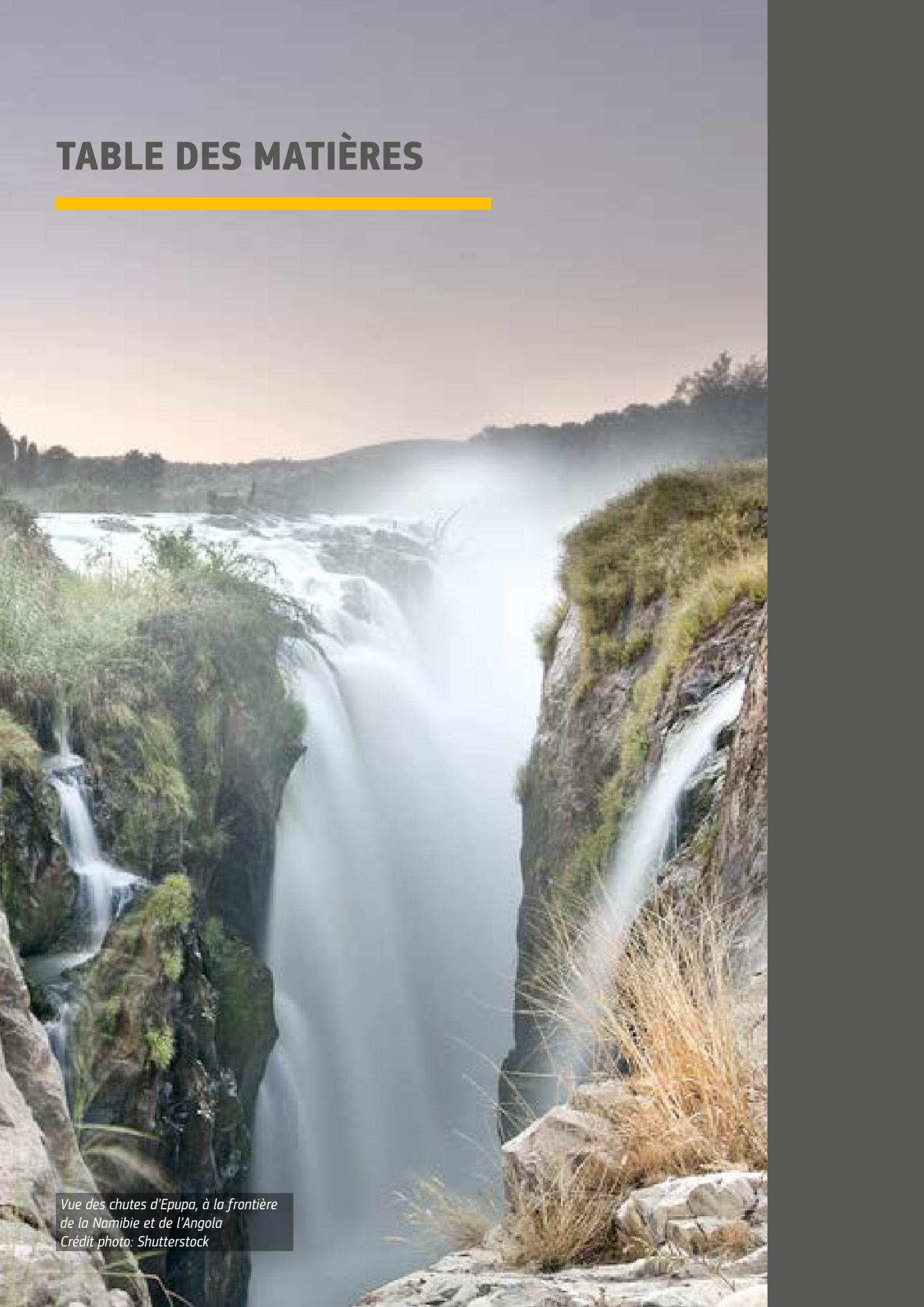
A

ACC	Adaptation au changement climatique
ADRF	Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique
AFD	Agence française de développement
AGRHYMET	Agrométéorologie, hydrologie, météorologie (Centre régional)
AID	Association internationale de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BM	Banque mondiale
CUA	Commission de l'Union africaine
Cat-DDO	Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
CDEMA	Caribbean Disaster Emergency Management Agency (Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes)
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
CER	Communautés économiques régionales
CILSS	Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
COI	Commission de l'océan Indien
CORDAID	Catholic Organization for Relief And Development (Organisation catholique pour le secours et le développement)
CREWS	Climate Risk and Early Warning Systems (Systèmes d'alerte précoce aux catastrophes du climat)
DaLA	Damage and Loss Assessment (Évaluation des dommages et des pertes)
DPL	Development Policy Loan (Prêt à l'appui de politiques de développement)
Dominode	Portail d'accès libre aux données de Dominique
DIPECHO	Programme de préparation aux catastrophes d'ECHO
DRF	Disaster Recovery Framework (Cadre de relèvement après une catastrophe)
DRFI	Disaster Risk Financing and Insurance (Financement et assurance contre le risque de catastrophe naturelle)
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
FMI	Fonds monétaire international
FRC	Financement des risques de catastrophe
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
GBM	Groupe de la Banque mondiale
GRC	Gestion des risques de catastrophes
GTA	Groupe de travail sur l'Afrique
ICPAC	Climate Prediction and Applications Center (Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD)
IDA	International Development Association ()
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
IOI	Îles de l'océan Indien

I

L	LiDAR	Light Detection and Ranging (Détection de la lumière et mesure à distance)
	LSMS	Living Standards Measurement Study (Enquête sur la mesure des niveaux de vie)
	NDRR	Natural Disaster Risk Reduction (Prévention des risques liés aux catastrophes naturelles) (Programme ACP-UE NDRR)
	OIM	Organisation internationale pour les migrations
	OMM	Organisation météorologique mondiale
	ONG	Organisation non gouvernementale
	ONU	Organisation des Nations Unies
	OSS	Observatoire du Sahara et du Sahel
	PacRIS	Pacific Risk Catastrophic Information System (Système d'information sur les risques du Pacifique)
	PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
	PIB	Produit intérieur brut
	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
	PRC	Prévention des risques de catastrophes
	PREP	Programme de résilience du Pacifique
	RDC	République démocratique du Congo
	REPARC	Réseau parlementaire pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale
	SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
	SDFRR	Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes)
	SIG	Système d'Information géographique
	SPC-SOPAC	Secrétariat de la communauté du Pacifique - Division Géosciences et Technologies Appliquées
W	UAV	Véhicules aériens sans pilote
	UE	Union européenne
	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
	UNISDR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
	UR	Understanding Risk (Comprendre le risque)
	WWF	World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la nature)

TABLE DES MATIÈRES



*Vue des chutes d'Epupa, à la frontière
de la Namibie et de l'Angola
Crédit photo: Shutterstock*

08

À propos du programme
ACP-EU NDRR

10

Faits saillants

15

1. Vue d'ensemble des activités

- 1.1 Gouvernance du programme
- 1.2 Analyse et suivi du portefeuille opérationnel
- 1.3 Thématiques transversales

23

2. Progrès réalisés par région

- 2.1 Programme ACP-EU NDRR en Afrique
- 2.2 Programme ACP-EU NDRR aux Caraïbes
- 2.3 Programme ACP-EU NDRR dans le Pacifique

54

3. Interventions post-catastrophe
et renforcement des capacités

59

4. Renforcement de la coordination
régionale de la GRC en Afrique

65

5. Annexes

- Annexe 1: Communication et visibilité
- Annex 2: Liste de portefeuille de projets

ENCADRÉS

Encadrés

- Encadré 1: Effet de levier financier des subventions du programme ACP-UE NDRR
- Encadré 2: Afrique de l'Est - Projet régional de l'IGAD de durabilité et de résilience aux catastrophes
- Encadré 3: Tanzanie - Projet de renforcement de la résilience climatique dans le secteur de l'eau

Encadré 4: Suriname - Gestion des risques d'inondation dans le grand Paramaribo

Encadré 5: Accroître la résilience financière des pays insulaires du Pacifique

Encadré 6: La troisième édition de la conférence mondiale sur la reconstruction

Encadré 7: Journée de réflexion sur les interventions post-catastrophe



Petit village de Soufrière à Sainte-Lucie,
Iles Caraïbes
Crédit photo: Shutterstock

À PROPOS DU PROGRAMME ACP-UE NDRR

Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'Union Européenne (UE) et la Banque Mondiale ont établi le Programme ACP-UE de Prévention des Risques liés aux Catastrophes Naturelles (ACP-UE NDRR) en vue de venir à l'appui d'activités de prévention des risques des catastrophes dans les pays ACP. Ses activités sont financées par une subvention de l'UE de 54,5 millions d'euros versée à un fonds fiduciaire à bailleur unique géré par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) sous l'égide de la Banque mondiale.

Lancé en octobre 2011, le programme a pour objectif de traiter des questions de prévention, d'atténuation et de préparation aux aléas naturels, aux niveaux régional, sous-régional, national et local, dans les pays ACP. Ses quatre champs d'action prioritaires sont les suivants :

- L'intégration de la prévention des risques des catastrophes (PRC)
- L'identification et l'évaluation des risques
- Les systèmes d'alerte précoce et la communication relative à la prévention des risques des catastrophes
- Le transfert et l'intégration de la prévention des risques de catastrophes dans les efforts de relèvement post-catastrophe.

Les activités du programme ACP-UE NDRR se composent de trois grands volets :

● Les projets régionaux (Volet 1) :

Renforcer la coopération régionale/sous-régionale pour faire progresser les programmes de PRC des pays ACP.

● Les projets nationaux (Volet 2) :

Apporter une assistance technique, en fonction des besoins et impulsée par la demande, pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de PRC et d'adaptation au changement climatique (ACC), y compris le renforcement de capacités de conseils techniques dans les pays ACP.

● Des activités post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3) :

Améliorer la capacité des pays ACP à répondre efficacement aux catastrophes par le renforcement de capacités ex-ante à effectuer des évaluations des besoins post-catastrophe, à apporter rapidement de l'assistance technique et à intégrer la PRC dans la planification du relèvement.

Les résultats escomptés sont les suivants :

- L'amélioration de la résilience des pays ACP aux répercussions des catastrophes naturelles
- Un meilleur degré de préparation de la population dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles
- La réduction du coût des interventions en cas de catastrophes naturelles

De plus amples informations sur le programme sont disponibles à l'adresse <http://www.drrinacp.org>

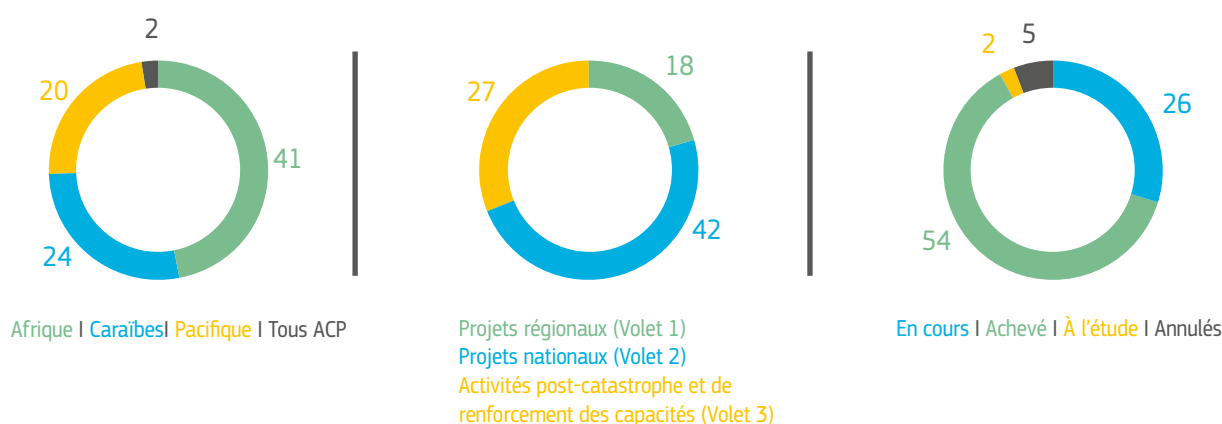
En août 2014, l'UE a apporté une contribution supplémentaire de **20 millions d'euros** au titre du Volet 1 afin d'appuyer la capacité de coordination de gestion des risques de catastrophes (GRC) des Communautés économiques régionales africaines (CER). Cet engagement, connu sous le titre Résultat 2 (« R2 »), est l'une des cinq composantes du Programme ACP-UE de **Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne**, qui est mis en œuvre conjointement par la Banque africaine de développement (BAfD), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et la Banque mondiale/GFDRR. Le programme R2 vise les quatre principales CER, à savoir : (i) la CEEAC - la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, (ii) la CEDEAO - la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest, (iii) l'IGAD - l'Autorité intergouvernementale pour le développement et (iv) la SADC - la Communauté de développement de l'Afrique australe. Voir la section 4 pour de plus amples informations.



Habitants Ethiopiens dans la rue, Ethiopie
Crédit photo: Shutterstock

FAITS SAILLANTS

Au cours de la période visée par le rapport, le Programme ACP-UE NDRR a continué à intensifier le soutien apporté aux pays sujets aux catastrophes naturelles. Entre juillet 2016 et juin 2017, **cinq projets ont été approuvés**, ce qui porte le portefeuille à **87 projets** qui sont répartis comme suit :



Avec les quatre projets régionaux au titre du programme R2,¹ le montant du portefeuille ACP-NDRR s'élève au total à **56,9 millions de dollars**.

Depuis son lancement, le programme ACP-UE NDRR a mobilisé **plus de 960 millions de dollars** par le biais de projets qui sont soit cofinancés soit en lien direct avec une opération de GRC ou post-catastrophe de plus grande échelle.

Voici des exemples de réalisations aux niveaux régional et national.

Afrique

Au niveau régional, dans le **Sahel**, le projet national et régional de résilience et d'interventions en cas de catastrophes apporte son soutien à des instances nationales et régionales à la définition de leurs rôles et mandats en ce qui concerne les systèmes d'alerte précoce existants et les projets d'en développer de nouveaux. La collaboration entre organisations régionales, comme le Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et la CEDEAO, a été encouragée avec les gouvernements nationaux pour veiller à ce que leurs politiques, leurs produits et leurs services soient adaptés à leurs besoins.

Dans le **sud-ouest de l'océan Indien**, le projet de l'Initiative de financement et d'établissement du profil des risques de catastrophes des îles de l'océan Indien a aidé les États insulaires à mieux comprendre leur risque souverain, ce qui est important pour renforcer leur résilience à faire face aux aléas naturels les plus répandus.

¹ Voir section 4

Au niveau national, en **Éthiopie**, le projet de planification de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique des *woredas* a appuyé la Commission nationale éthiopienne de gestion des risques de catastrophe à l'élaboration de profils de risques des districts et de plans de prévention des risques et au renforcement des capacités institutionnelles.

Dans le cadre du projet du *plan d'action d'évaluation des risques et de résilience* en **Ouganda**, plusieurs recommandations politiques clés ont été élaborées et adoptées en vue d'améliorer la préparation aux risques de catastrophes et la capacité d'intervention d'urgence du pays. En particulier, le projet s'est attaqué aux crises d'insécurité alimentaire résultant d'épisodes de sécheresse et de précipitations torrentielles qui affectent les petits agriculteurs pratiquant l'agriculture pluviale, les propriétaires de petits troupeaux et les citadins pauvres.

Caraïbes

Le projet de *Renforcement de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience climatique* à la **Jamaïque** a lancé les *lignes directrices pour la gestion du littoral et la restauration des plages* en juin 2017. Ce projet appuie le gouvernement de la Jamaïque à mieux intégrer les considérations de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes et d'adaptation au changement climatique dans les processus nationaux de planification du développement.

À **Sainte-Lucie**, le projet *Vision 2030 : Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques* a organisé une série d'ateliers sur les évaluations techniques, les systèmes d'information géographique et la gestion des actifs pour plus d'une centaine de fonctionnaires. Les ateliers ont renforcé les capacités des participants à mieux comprendre et à mieux évaluer les risques provenant d'aléas naturels et du changement climatique, et à améliorer la génération et l'application d'informations sur les risques dans les politiques publiques et la planification des investissements.

Des évaluations des risques d'inondation et de la résilience côtière d'envergure globale ont été entreprises pour la région du Grand Paramaribo au Suriname dans le cadre du projet de *Gestion des risques d'inondation*. Les résultats de ces évaluations ont été présentés au cours de deux ateliers publics organisés en partenariat avec le ministère des Travaux publics, des transports et des communications à Paramaribo en avril 2017.

Pacifique

Immédiatement après les catastrophes qui se sont abattues dans les **pays insulaires du Pacifique**, le projet d'*Assistance technique programmatique au renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes* a appuyé l'élaboration d'une méthodologie d'application pour estimer rapidement les pertes subies suite à une catastrophe à utiliser dans les États fédérés de Micronésie, aux Fidji, aux Îles Marshall, au Samoa, aux Îles Salomon, au Tonga et au Vanuatu. Le projet a également comporté la préparation de rapports de pays sur les systèmes d'alerte précoce qui identifient les champs d'action et les besoins prioritaires en vue de renforcer les systèmes existants au Samoa, au Tonga, au Vanuatu et dans la République des Îles Marshall, ainsi que l'élaboration de feuilles de routes scolaires plus sûres au Samoa, au Tonga et au Vanuatu.

Dans les **Îles Salomon**, un système de communication radio d'urgence a été mis en place dans le cadre du projet de *résilience de la communauté aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles* (CRISP). Celui-ci a été utilisé avec succès lors du séisme qui a frappé la province de Makira en décembre 2016. Grâce à ce nouveau système de communication et au centre opérationnel national de gestion des catastrophes associé, des messages d'alerte ont été envoyés aux centres urbains 20 minutes après le séisme, démontrant ainsi du renforcement des informations sur les risques climatiques et de catastrophes et des systèmes d'alerte précoce.

Dans le cadre du projet de *renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le cadre de la reconstruction post-catastrophe* au **Tonga**, une politique nationale de reconstruction des habitations et des dispositions du code de construction du Tonga ont été élaborées. Celles-ci viennent appuyer le gouvernement dans la consolidation des connaissances techniques pour la reconstruction d'habitations résilientes face à des cyclones et les réparations à y apporter, en particulier en ce qui concerne les logements pour les individus à faible revenu.

Interventions post-catastrophe

Plus de 500 participants issus de la société civile, des administrations publiques nationales et locales, des milieux universitaires, du secteur privé et d'organisations internationales ont partagé leurs expériences et ont discuté du rôle du relèvement et de la reconstruction post-crise pour le renforcement de la résilience et la prévention des risques de catastrophes à l'occasion de la **troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction**² afin de faire progresser la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes de 2015. La conférence qui s'est déroulée du 6 au 8 juin 2017 à Bruxelles a été organisée conjointement par l'UE, le Secrétariat ACP, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale.

Le 9 juin 2017, en marge de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction, la GFDRR a organisé **une journée de réflexion sur les cadres d'interventions et de relèvement post-catastrophe**³ qui a réuni 75 représentants des pays ACP et des ambassades à Bruxelles et plus de 30 représentants et experts techniques de l'UE, du Secrétariat ACP, du PNUD et de la Banque mondiale/GFDRR. Cette journée de réflexion, qui s'est tenue à la Maison ACP, a été l'occasion de présenter les résultats du programme ACP-UE NDRR jusqu'à ce jour et de discuter plus généralement de la coopération de longue date avec l'UE et le PNUD portant sur l'ordre du jour de la problématique post-catastrophe.



Nuages orageux sur l'île de Deavuni, Fidji
Crédit photo: Shutterstock

² Pour en savoir plus, veuillez vous reporter au site web de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction : <https://www.gfdr.org/wrc3>

³ Pour un résumé plus approfondi de la journée de réflexion, veuillez consulter : <https://www.gfdr.org/es/acp-eu/focus-day-on-post-disaster-response-in-brussels> ou <http://www.drrinacp.org>

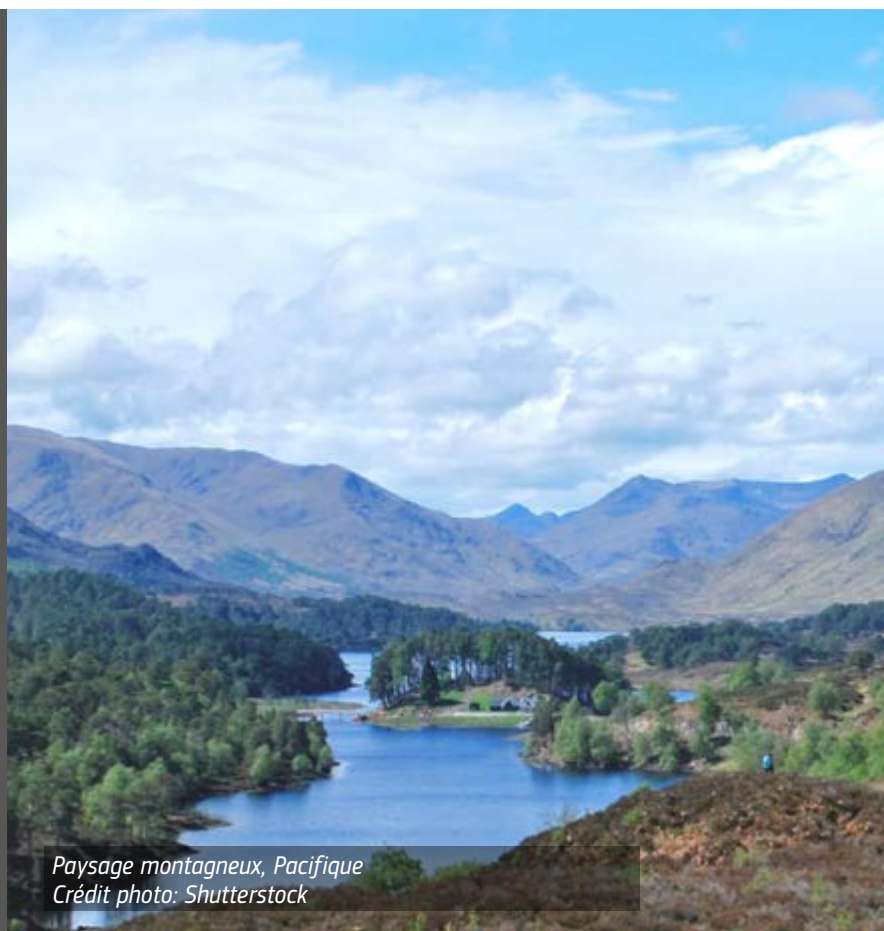
Renforcement des capacités

Au cours de la période visée par le rapport, **3 654 fonctionnaires** de ministères de tutelle et d'autorités régionales ont été formés sur divers sujets liés à la GRC dans le cadre de **29 ateliers** de formation. Depuis son lancement, le programme a organisé **389 ateliers** de formation qui a profité à **13 854 participants**.

Partage des connaissances

Lancé dans le cadre du programme R2 en juin 2016, le **Groupe régional ACP-UE d'échange de connaissances sur la PRC - Capacités pour le développement ou Capacity4dev⁴** est un groupe exclusif adapté aux points focaux régionaux de la PRC au sein des CER africaines et aux organisations régionales des Caraïbes et du Pacifique, à savoir la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD, la SADC, l'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes (CDEMA) et le SPC. Cette plateforme comprend un catalogue de documents sur les connaissances et les expériences dans le domaine de la GRC, un calendrier partagé sur les événements à venir, ainsi qu'un outil informel pour le partage des connaissances et des discussions. Une présentation de remise à niveau et un tutoriel concis sur la plateforme Capacity4dev ont été fournis pour en faciliter l'utilisation régulière par les partenaires lors d'une réunion de coordination du programme qui a eu lieu en juin 2017 en marge de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction.

Depuis son
lancement, le
programme a
organisé **389**
ateliers de
formation qui a
profité à **13 854**
participants.



Paysage montagneux, Pacifique
Crédit photo: Shutterstock

⁴ Pour plus de renseignements sur Capacity4DEV, veuillez consulter le site web de l'UE : <https://europa.eu/capacity4dev/>

Coopération régionale

Dans le cadre du programme R2, la **CEEAC** a organisé la 5^e Plateforme régionale d'Afrique centrale sur la PRC ainsi qu'une formation régionale à l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) et au cadre de relèvement après une catastrophe (DRF) qui ont réuni 80 participants à Yaoundé au Cameroun, en décembre 2016. Des études préliminaires d'évaluation des risques régionaux ont été effectuées portant sur le système d'information de l'eau de la CEEAC en vue d'établir un géo-portail pour l'eau et les informations sur les risques. La **CEDEAO** a finalisé son plan d'action de PRC pour 2015-2030 et a apporté son soutien au déploiement des formations au PDNA dans ses États membres. L'**IGAD** a organisé deux formations nationales sur le PDNA/DRF au Soudan et en Tanzanie, regroupant 100 fonctionnaires, et a recruté une assistance technique spécifique en vue d'élaborer un cadre régional de l'IGAD pour l'intégration de la GRC et de l'ACC dans le programme du secteur de l'éducation. La **SADC** a finalisé l'établissement d'un programme de travail complet pour son projet R2 et a fait part de sa manifestation d'intérêt à l'appui de la mise en œuvre d'un programme régional de collaboration universitaire pour le renforcement des capacités sur la GRC et l'appui aux politiques publiques dans la région de la SADC.

Pour en savoir plus sur les activités du programme R2, voir la Section 4.



1. VUE D'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS

1.1 Gouvernance du programme

Équipe du programme: Depuis 2011, une équipe dédiée basée à Bruxelles assure la coordination de la mise en œuvre globale du programme au quotidien avec l'UE, le Secrétariat ACP et d'autres partenaires. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les équipes régionales de GRC de la Banque mondiale responsables pour l'Afrique⁵, les Caraïbes et le Pacifique.

Comité de pilotage: Composé de représentants du Secrétariat ACP, de l'Union européenne et de la Banque mondiale, le comité de pilotage se réunit deux fois par an pour faire le point sur les progrès réalisés, fournir des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus au niveau de la mise en œuvre du programme. Les réunions sont présidées par le Secrétariat ACP et sont l'occasion de présenter le portefeuille global, l'aperçu financier et le statut du cadre de suivi.

1.2 Analyse et suivi du portefeuille opérationnel

Entre juillet 2016 et juin 2017, **cinq projets** ont été approuvés. Le programme compte **un portefeuille de 87 projets**, dont 54 sont achevées, 26 sont en cours, deux sont à l'étude, et cinq ont été annulés.⁶ Au moins 40 pays ont bénéficié d'un appui direct du programme, tandis que les projets régionaux ont assuré que l'ensemble des pays ACP bénéficient d'une manière ou d'une autre des activités du programme.

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu de la répartition du portefeuille par volet, catégorie d'activité, nombre de projets et répartition géographique. La liste complète des projets, à leurs différents stades de mise en œuvre, figure à l'*Annexe 2*.

Cadre de suivi: Une méthodologie a été mise au point pour suivre les progrès de la mise en œuvre du programme. Celle-ci évalue la contribution respective de chaque projet aux objectifs du programme et présente des mises à jour régulières sur l'état de mise en œuvre.

Renforcement des capacités: Dans le cadre de la mise en œuvre du programme ACP-UE NDRR, près de 14 000 personnes ont participé à une formation ou à des ateliers, ce qui porte à 389 le nombre des ateliers de formation depuis le lancement du programme. La répartition régionale des personnes formées se présente comme suit : 11 491 personnes en Afrique, 1 258 dans les Caraïbes, et 792 dans le Pacifique. 313 personnes supplémentaires ont été formées dans le cadre de deux manifestations mondiales. Au cours de la période visée par le rapport, **3 654 fonctionnaires de ministères de tutelle et d'autorités régionales ont été formés sur divers sujets liés à la GRC dans le cadre de 29 ateliers de formation.**

Le suivi du programme établit une distinction entre les personnes formées sur des sujets liés à la GRC en général de celles formées au PDNA et aux évaluations des dommages et des pertes (DaLA) en particulier. En juin 2017, les résultats montrent que 9 982 personnes ont reçu une formation à la GRC et 2 150 au PDNA/DaLA dans l'ensemble des régions ACP. Par ailleurs, 1 722 personnes ont été invitées à assister à des conférences dans le monde entier.

Produits analytiques et de la connaissance: Le programme a appuyé l'élaboration d'un nombre important de publications, de documents de connaissances, d'outils, de bases de données et de sites web, et il a facilité l'accès aux informations et à l'expertise acquises dans l'ensemble des pays ACP. Certaines publications, comme les rapports de PDNA, sont régulièrement partagées sur le site web du programme ACP-UE NDRR (<http://www.drrinacp.org>) qui a été rénové au cours de la période visée par le rapport. La plupart des publications du projet sont également disponibles en ligne sur les sites des pays ou institutions partenaires.

En juin 2017, 246 produits du savoir ont été élaborés au total dans le cadre du programme ACP-UE NDRR : 73 provenant des projets de la région Afrique, 105 des Caraïbes, 67 du Pacifique, ainsi qu'un rapport à l'issue de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction.

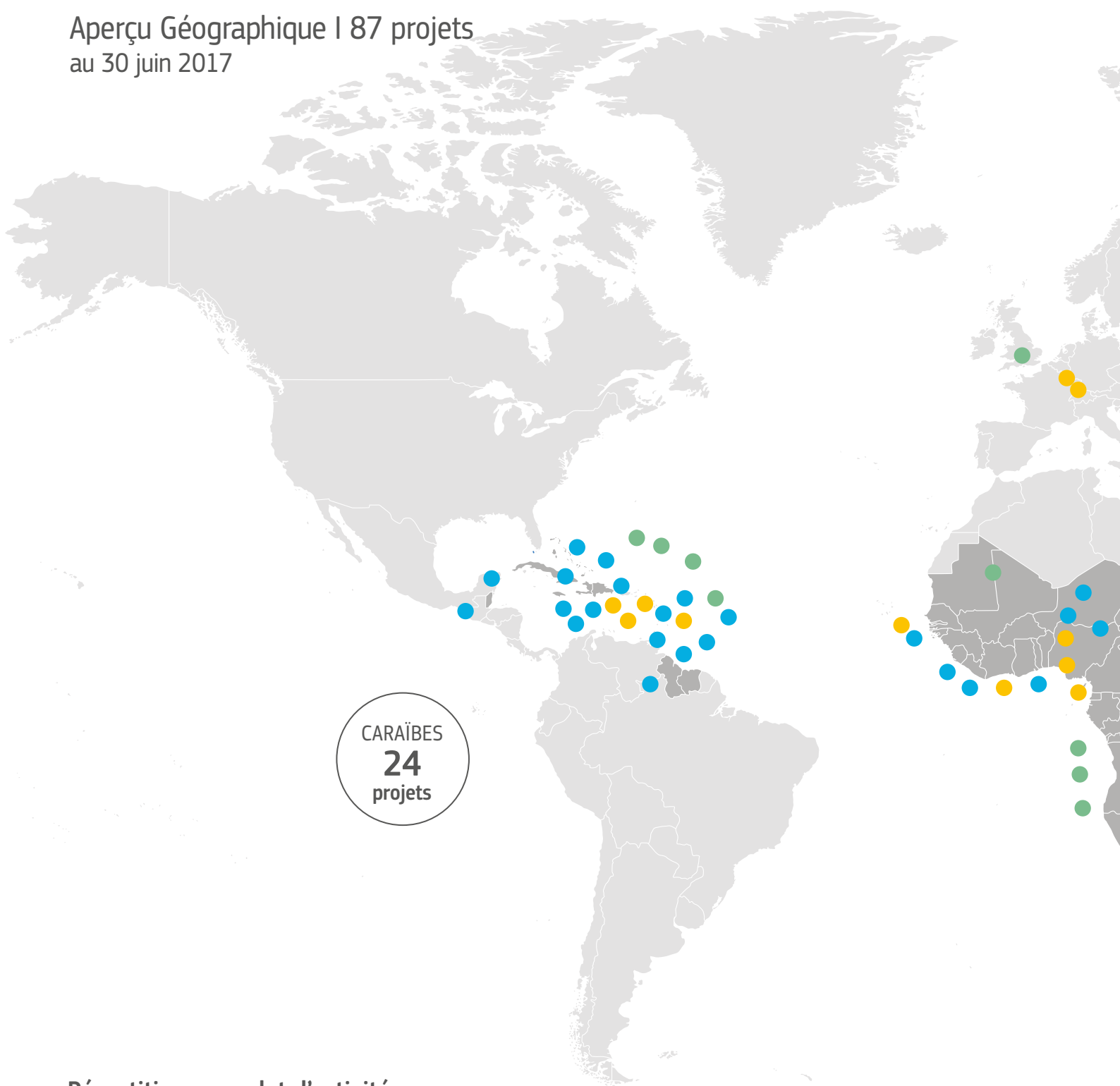
⁵ On entend par Afrique l'Afrique subsaharienne.

⁶ On entend par projets achevés ceux pour lesquels l'ensemble des activités, des rapports et des éléments livrables financés dans le cadre du programme ACP-UE NDRR ont été menés à bien. On entend par projets en cours ceux pour lesquels des fonds ont été engagés au titre d'une demande de subvention. On entend par projets en préparation ou projets à l'étude les projets dont le financement est à l'étude mais qui n'ont pas encore été approuvés. Les projets abandonnés sont ceux qui ont été approuvés dans un premier temps avant d'être retirés en raison de divers problèmes de mise en œuvre.



Quartier résidentiel au Mozambique
Crédit photo: Shutterstock

Aperçu Géographique | 87 projets au 30 juin 2017



Répartition par volet d'activité



> TOTAL **87**

● Volet 1

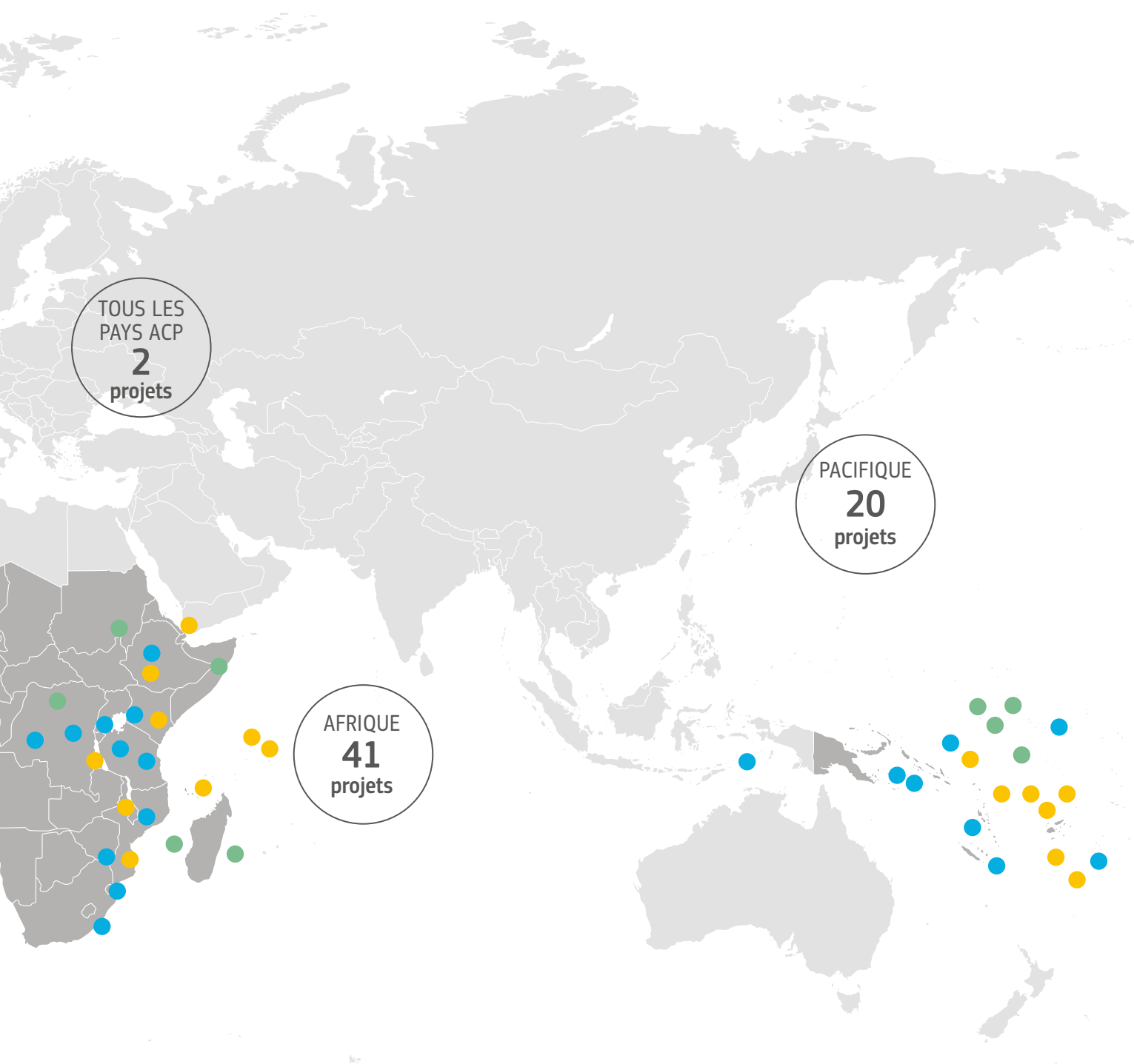
Projets régionaux et sous-régionaux

● Volet 2

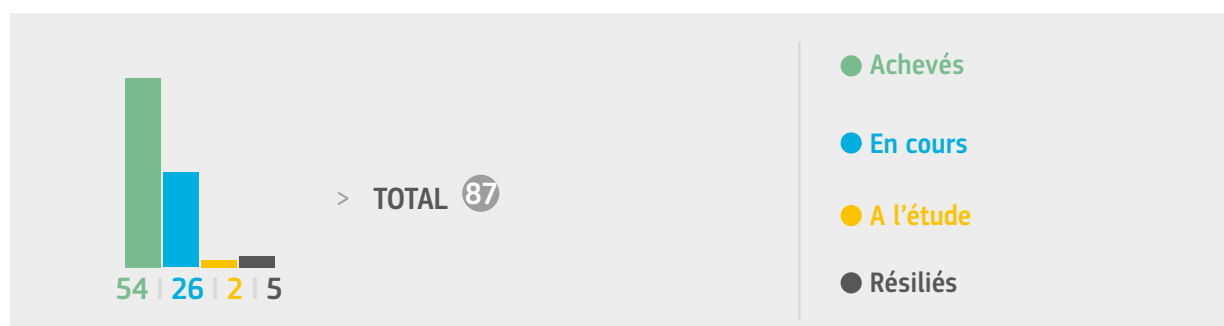
Projets nationaux

● Volet 3

Activités post-catastrophique et de renforcement des capacités



Répartition par état de mis en oeuvre | 87 projets



Encadré 1

EFFET DE LEVIER FINANCIER DES SUBVENTIONS DU PROGRAMME ACP-UE NDRR

Depuis son lancement, le programme ACP-UE NDRR a bénéficié de la capacité de la GFDRR à exploiter non seulement le pouvoir de mobilisation et l'expertise technique de la Banque mondiale, mais aussi à tirer parti de ses capacités de financement. Le programme ACP-UE NDRR a mis en œuvre 87 projets dans plus de 40 pays ACP, qui ont eu des effets majeurs à transposer à plus grande échelle les investissements dans la GRC et à renforcer le dialogue sur l'action à mener concernant la GRC. À ce jour, le programme ACP-UE NDRR a mobilisé un montant estimé à **960 millions de dollars** par le biais de projets qui sont soit cofinancés soit en lien direct avec une opération de GRC ou de post-catastrophe de la Banque mondiale.

Ce montant a été calculé par une analyse du portefeuille des projets ACP-UE NDRR, qui a également déterminé les divers degrés et types d'effets de levier, qu'ils soient à des fins de facilitation, de cofinancement ou d'information. Cette analyse poussée de la capacité de levier financier des projets ACP-UE NDRR nous permet de mieux comprendre leur degré d'influence sur les activités futures. La section ci-dessous présente les trois types identifiés d'effet de levier, s'accompagnant d'exemples choisis :

Effet de levier de facilitation : il s'agit de la capacité d'un projet ACP-UE NDRR à déclencher l'obtention de financement qui sinon n'aurait pas vu le jour. On entend par là les cas, par exemple, où le cofinancement est une condition préalable à un financement supplémentaire (comme dans le cas de l'appui du Fonds pour l'environnement mondial - FEM) ou si une activité est financée au moyen d'une subvention établie à titre d'action préalable au déclenchement de décaissements dans le cadre d'une opération d'appui aux politiques de développement (OPD) de la Banque mondiale. L'effet de levier a été exercé à des fins de facilitation dans le cadre de cinq projets ACP-UE NDRR :

- **L'Évaluation des besoins post-catastrophe suite au passage du cyclone tropical Winston aux Fidji** réalisée en 2016 a conduit à la mise sur pied d'une opération d'appui aux politiques de développement d'urgence de la Banque mondiale. La réalisation du PDNA financé par le programme ACP-UE NDRR (216 000 dollars) était la condition préalable à l'amorce de l'opération qui s'est ensuivie.
- Le **projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres au Togo**, s'élevant à un montant total de 16,44 millions de dollars, se compose d'une contribution à hauteur de 9,1 millions de dollars du FEM, d'une autre de 4,34 millions de dollars de TerrAfrica et d'une dernière de 3 millions de dollars du programme ACP-UE NDRR.
- Le projet de **renforcement des services hydrométéorologiques et climatologiques en République démocratique du Congo (RDC)**, s'élevant à un montant total de 11,5 millions de dollars, se compose d'une contribution de 3,5 millions de dollars de l'initiative de Systèmes d'alerte précoce aux catastrophes du climat (CREWS)⁷, d'une autre de 5 millions de dollars du FEM et d'une dernière de 3 millions de dollars du programme ACP-UE NDRR.

⁷ L'initiative CREWS sous l'égide de l'État français a été lancée à l'occasion de la COP21 à Paris en vue de renforcer les systèmes d'alerte précoce multi-aléas dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement. Celle-ci est mise en œuvre par l'UNISDR, l'OMM et la Banque mondiale/GFDRR.

Le **cofinancement** est un financement conjoint ou parallèle d'un projet au moyen de prêts et/ou de subventions. À ce titre, le projet ACP-UE NDRR fait partie du montage financier des opérations de la Banque mondiale, en complément de ses propres ressources et/ou d'autres fonds d'affectation spéciale et de fonds publics. Ceux-ci financent ensemble le même programme, le même objectif, les mêmes composantes et les mêmes résultats attendus, ce qui évite la fragmentation de l'aide en regroupant plusieurs sources de financement au sein d'un seul et même cadre de mise en œuvre. L'effet de levier a été exercé à des fins de cofinancement dans deux projets ACP-UE NDRR :

- **Le Projet de reconstruction et de résilience au changement climatique après le passage du cyclone Ian au Tonga** est une opération cofinancée dont le montant total s'élève à 16 millions de dollars, composée d'un cofinancement à hauteur de 2 millions de dollars du programme ACP-UE NDRR, de 12 millions de dollars du volet d'intervention en situation de crise de l'Association internationale de développement (IDA)⁸ et de 2 millions de dollars de fonds propres du gouvernement.

- Le projet d'**Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique** est une autre opération cofinancée d'un montant total de 45 millions de dollars et d'un montant ultérieur de 49 millions de dollars, dont 1 million de dollars en cofinancement dans le cadre du programme NDRR ACP-UE.

L'effet de levier de l'information se produit dès lors que le projet ACP-UE NDRR éclaire l'opération de financement de la Banque mondiale. Il a rempli un rôle déterminant pour mobiliser des investissements importants de la part de pays ou de partenaires du développement (par le biais notamment de produits du savoir, d'évaluations des risques ou d'évaluations post-catastrophe), qui ont fourni des faits probants à l'appui d'investissements plus importants. Cet effet de levier a été relevé dans quinze projets ACP-UE NDRR, notamment :

- Le projet du **Cadre d'évaluation des aléas et des risques pour le Belize : Priorisation d'un plan d'investissement** qui a éclairé l'opération ultérieure des infrastructures à résilience climatique de Belize d'un montant de 30 millions de dollars. En raison de la difficulté présentée par un manque de données, un projet ACP-UE NDRR d'un montant de 1,15 million de dollars, le Cadre d'évaluation des aléas et des risques pour le Belize : Priorisation d'un plan d'investissement, a appuyé l'adoption d'une démarche unique d'évaluation multicritère qui a consisté à solliciter la participation d'un large éventail de parties prenantes en vue d'établir des priorités de l'impact socio-économique et des risques climatiques des routes. Les équipes ont également travaillé avec des ingénieurs des services publics en vue d'analyser la susceptibilité aux inondations. La méthodologie utilisée a été adaptée pour tirer parti des données existantes, des connaissances d'experts et locales et des processus d'enquête stratégiques afin de combler les carences d'information. Ces efforts ont abouti à la création d'un modèle géospatial robuste destiné à étayer encore plus la prise de décision.
- Le projet **Seychelles : Évaluation de l'impact des inondations et planification du relèvement** a éclairé le prêt à l'appui de politiques de développement de gestion des risques de catastrophe ultérieur, présentant une option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (Cat-DDO) d'un montant de 7 millions de dollars. L'évaluation DaLa des dommages, des pertes et des besoins, financée par une subvention de 74 000 dollars du programme ACP-UE NDRR, Seychelles : Évaluation de l'impact des inondations et planification du relèvement, a recommandé au gouvernement d'envisager la création d'un DPO accompagné d'une Cat-DDO. Cela montre que les recommandations formulées dans l'évaluation DaLa financée dans le cadre du programme ACP-UE NDRR ont été observées, dans la mesure où la Cat-DDO renvoie à l'évaluation DaLa pour justifier de son existence.

⁸ Volet d'intervention en situation de crise : L'objectif principal de ce volet est d'apporter aux pays de l'IDA des ressources supplémentaires qui les aideront à faire face à des crises économiques graves et à des catastrophes naturelles majeures en vue de se rétablir sur leur voie de développement à long terme.

1.3 Thématiques transversales

Genre

L'autonomisation des femmes et l'intégration du genre constituent un principe opératoire clé de la GFDRR en matière de climat et de GRC. C'est aussi une composante essentielle d'une démarche efficace de prévention des risques de catastrophes. La GFDRR a lancé le Plan d'action du genre 2016-2021 pour accélérer son engagement à : (i) comprendre les différents besoins entre hommes et femmes vis-à-vis des investissements dans la GRC et y répondre ; et (ii) favoriser l'autonomisation des femmes pour renforcer leur résilience élargie. Le programme ACP-UE NDRR a introduit des indicateurs dans son cadre de suivi et d'évaluation afin de surveiller les progrès accomplis quant au renforcement de la problématique du genre et de l'autonomisation des femmes dans le portefeuille du programme. Les interventions ont mis en évidence des conseils techniques ciblés, le renforcement des capacités et des produits du savoir. Les exemples suivants témoignent de la manière dont des considérations de genre se traduisent en des résultats bénéfiques dans les trois régions :

Afrique

Au Mozambique, un projet mis en œuvre par World Vision et la Banque mondiale contribue à l'intégration de la PRC et de l'ACC dans les stratégies de développement en vue d'accroître la résilience des communautés vulnérables. À cette fin, une partie essentielle du projet consiste à mettre en œuvre une GRC à base communautaire par le renforcement des capacités dans des communautés ciblées. Au cours de la période visée par le rapport, l'équipe de la Banque mondiale a organisé quatre ateliers sur la stratégie d'intégration de la PRC et de l'ACC ainsi que des plans d'adaptation au niveau local, et a veillé à l'égalité de la représentation des femmes lors des sessions de formation. En moyenne, 43,3 % de l'ensemble des participants aux formations étaient des femmes (61 sur 141). En outre, le projet a contribué à l'établissement de dix comités locaux de gestion des risques dont la composition est à parité hommes-femmes (90 hommes et 90 femmes).

Caraïbes

Le projet Renforcer la résilience physique et financière de la République dominicaine pour assurer une prospérité partagée vise à promouvoir la résilience aux catastrophes et au climat dans des secteurs prioritaires et à développer les capacités techniques et institutionnelles dans le domaine du financement des risques de catastrophes. À l'aide de la méthodologie SWIFT (Enquête du bien-être par des données instantanées et fréquentes), l'équipe de la Banque mondiale en République dominicaine enquête sur les incidences des catastrophes sur les indicateurs socio-économiques et du bien-être au niveau des ménages. Cette méthode ventile les données en fonction du sexe et permettra donc d'analyser les éléments du genre dans le contexte des catastrophes naturelles et de leur relation avec la pauvreté. Les données de référence découlant de cet exercice serviront ensuite à concevoir ainsi qu'à évaluer les incidences ventilées en fonction du sexe des interventions de GRC en République dominicaine.



Paysage de savane dans un parc national au Kenya
Crédit photo: Shutterstock

Pacifique

Dans le cadre du projet Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique, l'assistance technique programmatique globale tient compte des facteurs du genre, qui figurent dorénavant dans tous les termes de référence établis jusqu'à présent. Le projet entreprendra notamment une évaluation des besoins pour la fourniture de services d'alerte précoce multi-aléas de bout en bout dans la région. Jusqu'à présent, des rapports d'évaluation ont été réalisés dans quatre des cinq pays (Samoa, Tonga, Vanuatu et les Îles Marshall), et des recommandations spécifiques à chaque pays ont été recueillies. Des recommandations régionales sont en cours d'élaboration quant à la manière d'intégrer les considérations de genre dans la priorisation des initiatives d'alerte précoce et de préparation.

Participation des Organisations de la société civile (OSC)

La GFDRR a également continué à soutenir la participation de la société civile dans les efforts de GRC en vue de renforcer la responsabilité et l'impact de ses actions. Les activités ont comporté des consultations avec des groupes locaux d'OSC pour les informer de la conception du projet ou organiser des événements sollicitant la participation de divers groupes. Voici quelques exemples de la participation du programme avec des OSC dans les trois régions :

Afrique

Dans le cadre du projet Gestion intégrée des catastrophes et des terres au **Togo**, des campagnes d'information ciblées ont été organisées aux niveaux national et local pour sensibiliser le public aux risques d'inondations et de dégradation des terres, avec la participation efficace de stations de radio rurales et communautaires, qui servent de relais de communication dans les différentes langues locales. Grâce à ces campagnes, 105 écoles ont été sensibilisées aux impacts du changement climatique au moyen d'une bande dessinée intitulée *À la découverte du changement climatique*. Des actions de sensibilisation de ce type se poursuivront par l'intermédiaire des cinq organisations non gouvernementales (ONG) intervenant dans chacune des cinq régions du pays.

Caraïbes

Lors d'un atelier qui s'est tenu le 22 février 2017 organisé dans le cadre du projet de Renforcement de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience climatique dans le processus de planification du développement de la **Jamaïque**, une quarantaine de représentants d'organismes publics, du secteur privé, de la société civile et des milieux universitaires ont contribué à l'élaboration de lignes directrices pour la gestion du littoral et la restauration des plages. Les participants ont été invités à faire part de leurs observations sur l'avant-projet de document initial et de leurs suggestions pour les lignes directrices finales.

Pacifique

La troisième composante du projet de résilience des communautés aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles aux **Îles Salomon** prévoit des investissements dans l'ACC et la PRC au sein des communautés locales afin de renforcer leur capacité à faire face aux aléas naturels et au changement climatique, notamment par l'élaboration de sous-projets à initiative communautaire. Jusqu'à présent, 74 sous-projets ont été élaborés (25 à Guadalcanal, 19 à Temotu, 15 dans les îles Centrales et 15 à Malaita) qui ont comporté des ateliers de formation à la cartographie de la vulnérabilité et des risques des communautés dans 8 d'entre elles, et des ateliers de formation aux modalités fiduciaires dans 9 d'entre elles, avec l'aide dans chacun des cas d'OSC et d'instances communautaires locales.

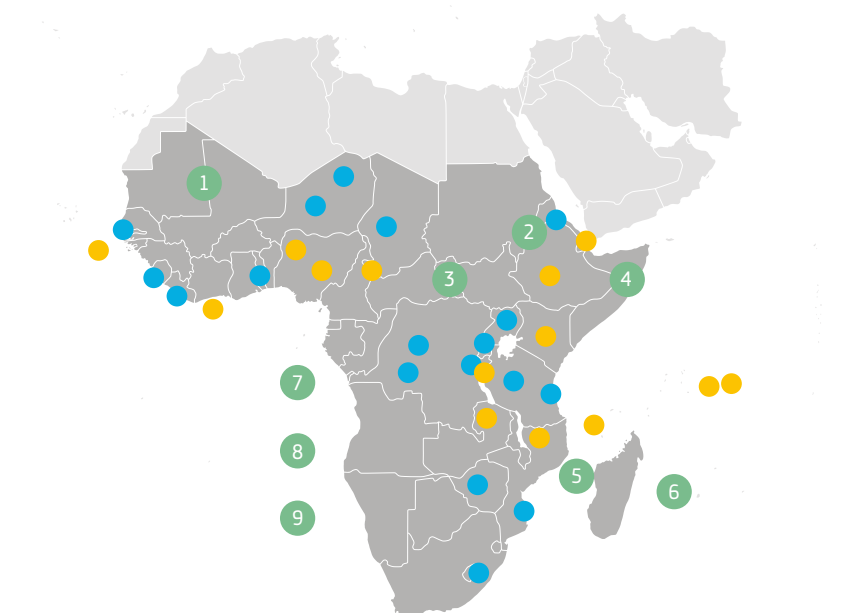
2. PROGRÈS RÉALISÉS PAR RÉGION

2.1. Programme ACP-UE NDRR en Afrique

Au 30 juin 2017, le portefeuille opérationnel pour l'Afrique se compose de 41 projets (47 % du total), avec 30,5 millions de dollars⁹ affectés à des activités nationales et régionales ainsi que d'activités post-catastrophe et de renforcement des capacités.

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
Achevés	9	9	14	32
En cours	-	7	-	7
À l'étude	-	-	-	0
Annulés	-	2	-	2
Total	9	18	14	41

Le programme en Afrique | 41 projets



- ① Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad
- ② Djibouti, Ethiopia, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Sudan du Sud
- ③ Angola, Burundi, Cameroun, Rep. Centrafricaine, République du Congo, RD Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé & Príncipe, Tchad
- ④ Djibouti, Erythrée, Ethiopia, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Sudan de Sud
- ⑤ Comoros, Madagascar, Malawi, Mozambique
- ⑥ Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Zanzibar (Tanzanie)

● Volet 1

Projets régionaux et sous-régionaux

SAHEL^① | IGAD^② | CEEAC^③ | RCMRD^④ | DIMSUR^⑤ | OIC^⑥ | FORUM COMPRENDRE LES RISQUES 2012 (LE CAP, AFRIQUE DU SUD)^⑦ | 5^{ème} FORUM RÉGIONAL AFRICAÏN POUR LA PRC 2014 (ABUJA, NIGÉRIA)^⑧ | CER AFRICAÏNES^⑨

● Volet 2

Projets nationaux

BURUNDI | DRC | ETHIOPIE | GAMBIE | LESOTHO | LIBERIA | MOZAMBIQUE | NIGER | NIGERIA | OUGANDA | RWANDA | SIERRA LEONE | TANZANIE | TOGO | ZIMBABWE

● Volet 3

Activités post-catastrophe et de renforcement des capacités

BURUNDI | CAP VERT | CAMEROUN | COTE D'IVOIRE | DJIBOUTI | ETHIOPIE | KENYA | MALAWI | MOZAMBIQUE | NIGERIA | SEYCHELLES

⁹ Ce montant comprend les affectations au programme R2.

Le Programme appuie activement des pays africains et des CER dans un large éventail de domaines de GRC, et notamment :

- Intégration de la GRC (Projet DIMSUR¹⁰, Gambie, Liberia, Niger, Sahel, Sierra Leone, Togo, Mozambique, Zimbabwe)
- Évaluations des risques (Éthiopie, îles de l'océan Indien¹¹, Rwanda, Sierra Leone, Ouganda)
- Développement d'outils de risque (Liberia, Lesotho, Togo)
- Résilience à base communautaire (Liberia, Niger, Sierra Leone, Tanzanie, Togo)
- Renforcement des capacités de PRC des CER (CEEAC, CEDEAO, IGAD, SADC)
- Préparation aux catastrophes et systèmes d'alerte précoce (Burundi, RD du Congo, Lesotho, Sierra Leone, Togo)
- Financement du risque (îles de l'océan Indien)
- Évaluations post-catastrophe et planification des efforts de relèvement (Côte d'Ivoire, Malawi, Seychelles)

Les sections ci-dessous décrivent l'état d'avancement de projets sélectionnés au cours de la période visée par le rapport.

Note : Les détails de chaque projet, y compris le titre, le budget, les partenaires d'exécution et l'état de mise en œuvre, figurent à l'Annexe 2.

Volet 1 : Projets régionaux

Afrique de l'est

Le projet régional de l'IGAD de résilience aux catastrophes et de durabilité, mis en œuvre par la Banque mondiale en collaboration avec le Secrétariat de l'IGAD, s'est déroulé de septembre 2013 à octobre 2016. Il visait à renforcer les capacités nationales et régionales afin d'améliorer la GRC, ainsi qu'à intégrer la gestion des risques climatiques dans les politiques de développement durable. Les activités planifiées au titre de ce projet ont été menées à bien, les principaux résultats ayant été atteints et les produits planifiés livrés. Voir l'Encadré 2 pour en savoir plus.

Sahel

Le projet Sahel - Soutien de résilience et d'interventions en cas de catastrophes nationales et régionales, mis en œuvre par la Banque mondiale, a été lancé en juin 2014 et s'est conclu en juin 2017. Le projet visait à accroître la résilience des populations vulnérables dans la région du Sahel aux sécheresses et aux autres aléas naturels. Il présentait les composantes suivantes : (i) Favoriser l'acquisition de connaissances sur les ressources en eau afin d'accroître la résilience dans le Sahel ; (ii) Renforcer la collaboration intersectorielle et régionale pour la préparation aux catastrophes ; et (iii) Comprendre les besoins des communautés vulnérables en matière de préparation. Les travaux réalisés au cours de la période visée par le présent rapport se sont axés autour de la promotion de la collaboration future entre des organisations régionales comme le CILSS et son centre technique, AGRHYMET, le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), les organisations intergouvernementales du bassin fluvial (Sénégal, Niger, Volta, lac Tchad), l'Observatoire du Sahel et du Sahara (SSO) et les gouvernements nationaux pour veiller à ce que leurs méthodologies, produits et services soient adaptés à leurs besoins. Un avant-projet de rapport d'activité final, présenté dans le cadre d'une mission en juin 2017, a achevé les opérations de ce projet. Au cours du projet, plus d'une centaine de personnes ont reçu une formation aux systèmes d'alerte précoce, à la gestion de l'information et à la collaboration institutionnelle.

¹⁰ DIMSUR : Centre technique pour la gestion des risques de catastrophes, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe.

¹¹ Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Zanzibar.

Encadré 2

AFRIQUE DE L'EST – PROJET RÉGIONAL DE L'IGAD DE DURABILITÉ ET DE RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES

Paysage montagneux en Nouvelle Guinée
Crédit photo: Shutterstock

Mis en œuvre par la Banque mondiale en collaboration avec le Secrétariat de l'IGAD, le projet vise à renforcer les capacités nationales et régionales pour améliorer la GRC et intégrer la gestion des risques climatiques dans les politiques de développement durable.

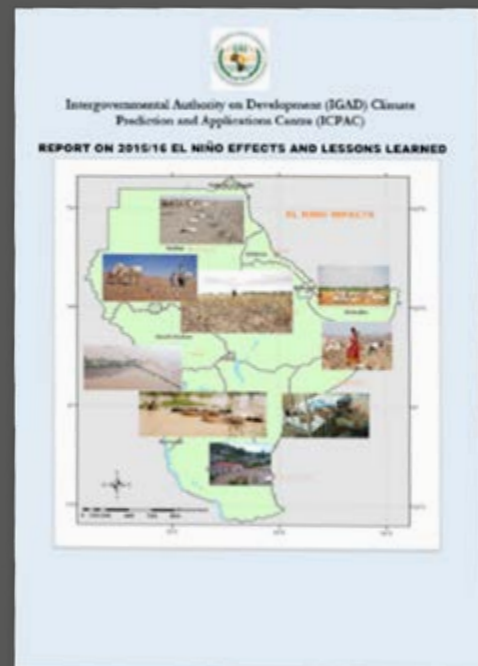
La très nette amélioration de l'assise institutionnelle du Secrétariat de l'IGAD s'est traduite par l'accroissement de son pouvoir de mobilisation dans les domaines de la PRC et de l'adaptation au changement climatique, comme la désertification dans la Grande Corne de l'Afrique, et quant aux enjeux liés à la gestion et à la gouvernance des ressources transfrontalières. Parmi ces difficultés transfrontalières, l'insécurité alimentaire et les conflits sont désormais envisagés d'un point de vue plus global en tenant compte des dimensions de la PRC et du changement climatique. Ce projet a également contribué à consolider le rôle de premier plan de l'organisme régional de l'IGAD spécialisé dans les questions de la météorologie et du climat : le Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD (ICPAC). Celui-ci a été désigné par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) comme centre climatique régional pour la région de la Grande Corne de l'Afrique, chargé de coordonner l'organisation des forums régionaux sur les perspectives climatiques.

Le projet a facilité les efforts déployés par le Secrétariat de l'IGAD visant à intégrer la PRC et l'ACC dans le dialogue sur le développement durable de la région. Cette démarche a abouti à l'adoption par les États membres de l'IGAD de recommandations convenues mutuellement sur un éventail de sujets, y compris le renforcement de la collaboration et de la coordination en vue de s'attaquer à leurs difficultés communes. Cela s'est traduit par l'adoption de politiques publiques ainsi que par la consolidation des institutions qui contribuent à renforcer la résilience face aux aléas naturels et aux effets aggravants de la variabilité et du changement climatiques. Le projet a également favorisé les synergies avec d'autres interventions des partenaires humanitaires et du développement qui visaient à renforcer la résilience globale des États membres de l'IGAD, par exemple en soutenant les efforts visant à améliorer la capacité de gestion de projets du Secrétariat. Les activités entreprises ont compris un large éventail d'ateliers techniques dirigés par l'IGAD sur la PRC, l'adaptation au changement climatique et son atténuation ; le suivi et les prévisions météorologiques et climatiques au niveau régional et national ; la formation à l'évaluation des dommages et des besoins post-catastrophe ; ainsi que la coordination des interventions régionales destinées à lutter contre la sécheresse et la désertification.



Le projet a également financé l'évaluation des impacts des événements survenus en 2015-2016 sous l'effet du phénomène El Niño-Oscillation Australe (ENOA) (l'épisode El Niño de 2015-2016 qui a été suivi de celui de la Niña en 2016) qui ont affecté toute la région de la Grande Corne de l'Afrique, ainsi que l'évaluation des niveaux de préparation aux catastrophes et d'intervention des gouvernements nationaux face à ce type d'événements. Les événements ENOA de 2015-2016 ont accru les niveaux d'insécurité alimentaire dans l'ensemble de la Grande Corne de l'Afrique et ont déclenché des mouvements migratoires transfrontaliers qui ont exacerbé la situation déjà précaire de la sécurité alimentaire parmi les réfugiés et leurs communautés d'accueil. Pour évaluer les impacts des événements ENOA de 2015-2016, l'ICPAC a été chargé de diriger les activités de surveillance de l'évolution des phénomènes ENOA, qui ont abouti à l'établissement d'un rapport sur les impacts d'ENOA sur les principaux secteurs productifs et sociaux dans certains pays membres de l'ICPAC (Burundi, Djibouti, Kenya, Rwanda, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie et Ouganda).

Le rapport d'évaluation, intitulé Rapport sur les effets d'El Niño de 2015/2016 et les enseignements tirés, a mis en évidence les impacts subis par les secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture, la gestion de l'eau, l'eau et l'assainissement, la santé et les infrastructures, ainsi que les interventions prises par les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes en vue de s'attaquer aux effets du phénomène ENOA dans l'ensemble de la région. Le rapport a apporté des éclairages sur les capacités de préparation et d'intervention aux risques de catastrophes des pays membres de l'ICPAC. Il a également formulé des recommandations pour l'amélioration des capacités aux niveaux régional et national, comme le renforcement des systèmes d'alerte précoce multi-aléas et leur intégration dans des systèmes d'alerte précoce de la sécurité alimentaire, le but recherché étant d'améliorer la coordination entre les responsables de la gestion des risques de catastrophe et ceux de la sécurité alimentaire.





Levée de soleil sur l'océan indien
Crédit photo: Shutterstock

Sud-ouest de l'océan Indien

L'Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI), mise en œuvre par la Banque mondiale, a été lancée en avril 2014 pour aider les îles de l'océan Indien (IOI) à mieux comprendre les risques de catastrophe et à accroître leur résilience face aux risques financiers des catastrophes naturelles. Le projet visait également à renforcer leur capacité à répondre aux besoins de financement post-catastrophe sans compromettre leur équilibre budgétaire ni leurs objectifs de développement. Les activités d'évaluation des risques ont comporté notamment le recueil et le partage de données essentielles sur l'exposition aux risques et des informations existantes concernant les aléas pour les IOI. Toutes ces données sont mises à disposition par le biais des plateformes nationales de partage de données (GeoNode¹²) qui ont été établies aux Comores, à Madagascar, aux Seychelles et à Zanzibar.

Les profils de risques de pays pour les Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles et Zanzibar ont été achevés début novembre 2016.¹³ Les informations sur les risques, profils d'exposition et profils de risques ont tous été communiqués aux États insulaires participants, à la Commission de l'océan Indien (COI), à la Délégation de l'UE, aux Nations unies (ONU) et à d'autres partenaires lors d'une réunion de la plateforme régionale de la COI qui a eu lieu à Maurice en janvier 2017.

Suite à cette réunion, un rapport de synthèse a été publié et le projet s'est conclu en juin 2017. Les activités de financement des risques ont été intégrées dans l'initiative ACP-UE de financement des risques de catastrophes en Afrique (ADRF).

C'est grâce à cette initiative que dorénavant les États insulaires participants des îles du sud-ouest de l'océan Indien comprennent bien mieux leur risque souverain et sont en mesure d'utiliser cette information pour renforcer leur résilience face aux aléas naturels les plus répandus. Ils sont ainsi en mesure de renforcer leur résilience budgétaire, de consolider leur résilience physique, de mieux planifier l'aménagement du territoire, de sensibiliser leur population aux aléas naturels et de renforcer les capacités en vue de les gérer.

Le projet a eu pour résultats concrets l'établissement de rapports techniques, de bases de données et de couches du Système d'information géographique (SIG), ainsi que le rapport de synthèse de l'initiative SWIO RAFI,¹⁴ et les différents profils de risque,¹⁵ qui tous sont accessibles en ligne à des publics internes et externes. Au total, 21 ateliers de formation ont été organisés pour près de 200 personnes sur OpenDRI, GeoNode, QGIS, InaSafe et OpenStreetMap.

¹² GeoNode est une application et une plate-forme en ligne dont la fonction est de développer des systèmes d'informations géospatiales et de déployer des infrastructures de données spatiales.

¹³ Les profils de risques sont publiés à la page des projets sur le site web ACP-UE NDRR : <https://www.gfdr.org/en/indian-ocean-islands-catastrophe-risk-profiling-financing-initiative>

¹⁴ <https://goo.gl/NC7vdi>

¹⁵ <https://goo.gl/EUxJ5k>

Volet 2 : Projets nationaux

Burundi

Le **projet de Préparation aux inondations et aux glissements de terrain en vue d'améliorer la résilience des communautés** a été décerné en décembre 2014, au titre du deuxième appel à propositions dans le cadre du Programme, à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et à la Croix-Rouge du Burundi (CRB) pour répondre aux priorités de 56 communautés sujettes aux inondations et aux glissements de terrain. Depuis le début du conflit qui s'est déclaré en avril 2015 et qui perdure, les violences ont restreint la mobilité des fonctionnaires locaux ainsi que des agents de la FICR et du CRB, ce qui a retardé considérablement l'amorce du projet. Depuis janvier 2017, la situation s'améliore progressivement et le bureau de la Banque mondiale du pays reprend graduellement ses activités. La signature du contrat avec la FICR était en cours de préparation à la fin juin 2017. Les activités viendront à l'appui de trois résultats attendus :

- des mécanismes d'intervention précoce et d'alerte précoce gérés par la communauté et des prévisions météorologiques améliorées
- la sensibilisation des communautés concernées et le renforcement des capacités des autorités locales ; et
- le recueil et la diffusion des enseignements afin d'améliorer la programmation et le financement de la PRC dans le but de réduire la vulnérabilité.

RD Congo

Le **projet de Renforcement des services hydrométéorologiques et climatiques**, mis en œuvre par le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC), a été lancé en avril 2017. Le projet vise à améliorer la qualité des services hydrométéorologiques et climatologiques ciblés du gouvernement de la RDC. Il s'agit pour cela de renforcer la capacité de l'agence nationale des services d'hydrométéorologie, MettelSat. Un soutien sera apporté en vue d'optimiser la collecte, la gestion et le partage des données sur la météo et le climat, la mise en place de capacités de prévisions de base de conditions météorologiques extrêmes, l'intégration des ressources fournies par des moyens de

télédétection et les centres régionaux/mondiaux de prévision, l'amélioration des compétences et de la motivation du personnel, et le développement de la capacité d'anticiper les impacts et de renforcer la préparation des populations à risque dans les secteurs concernés, en ciblant en priorité les inondations urbaines, l'agriculture et la navigation. Le projet est cofinancé par l'initiative CREWS et le FEM.

Ethiopie

Le **projet de planification de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique des woredas**¹⁶, lancé en juillet 2015, est mis en œuvre par l'Organisation catholique pour le secours et le développement (CORDAID) en collaboration avec la Commission nationale éthiopienne de gestion des risques de catastrophe (NDRMC), le Centre africain pour la gestion des risques de catastrophe (ACDRM) et la Banque mondiale.

L'objectif global du projet est de tirer les enseignements de la démarche de l'établissement du profil de risques des districts et de parvenir à un consensus pour renforcer l'établissement du profil de risques. Le projet soutient les efforts de la NDRMC à réaliser les profils de risque et les plans de prévention des risques de 25 districts, et à renforcer les capacités institutionnelles.

L'analyse et l'évaluation des processus existants, des procédures, des outils analytiques et des plateformes de présentation (étude sur dossier) ont été achevées au deuxième semestre de 2016. Ces travaux ont abouti à la conception de nouveaux outils de projet et d'outils de projet améliorés, y compris la mise au point d'outils de collecte et d'analyse des données. Le résultat des profils de risques a été présenté à la NDRMC, s'accompagnant de recommandations sur les autres améliorations à apporter.

Plus de 300 fonctionnaires ont reçu une formation sur les méthodologies d'évaluation des risques et les méthodes de collecte de données, ainsi que sur l'élaboration de plans d'urgence/de PRC et d'atténuation. Seize profils de risque de catastrophe ont été réalisés, dont deux ont été téléchargés sur le site web de la NDRMC. Le profil de risque des neuf districts restants est en cours de finalisation. Au total, 25 profils de risques seront publiés sur le site de la NDRMC d'ici la clôture du projet à la fin de 2017. Un atelier de validation sera organisé pour discuter des résultats du projet et en diffuser les enseignements tirés.

¹⁶ Woreda signifie « district » dans la langue locale.



Ilha de Mozambique
Crédit photo: Shutterstock

Mozambique

Le **projet d'intégration de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement de districts et la GRC à base communautaire**, lancé en septembre 2015, est mis en œuvre par World Vision. Ce projet vise à contribuer à l'intégration de la PRC et de l'ACC dans les stratégies de développement au Mozambique en vue d'accroître la résilience des communautés vulnérables. Pour atteindre cet objectif principal, le projet présente deux composantes : i) le renforcement des capacités des communautés cibles à la mise en œuvre de GRC à base communautaire, et ii) l'assistance technique à des instances aux niveaux des districts et national en vue d'intégrer les dimensions de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement.

Un atelier de démarrage de deux jours a eu lieu en octobre 2016 à Chókwè, dans la province de Gaza, avec des représentants d'organisations nationales, provinciales et de district, dans le but de lancer le projet officiellement et d'en planifier les activités en impliquant l'ensemble des parties prenantes. Une enquête de référence a été réalisée au sein de 31 communautés des districts cibles pour évaluer leur situation en ce qui concerne i) la vulnérabilité aux risques climatiques, ii) les capacités de préparation et d'intervention en cas de catastrophes, iii) l'existence de systèmes d'alerte précoce et iv) la prise en compte des dimensions de la PRC et de l'ACC dans les plans communautaires.

Dans le cadre de la première composante, 10 comités locaux de gestion des risques ont été créés en mars 2017 et une réunion consultative a été organisée pour examiner le manuel de GRC et la méthodologie de formation pour ces comités. Des ateliers ont été organisés afin de discuter des constats préliminaires et de recueillir des réactions quant aux recommandations d'améliorations supplémentaires, ainsi que dans le but de réviser le manuel de PRC et la méthodologie de formation. En outre, l'examen documentaire des méthodologies de PRC qui s'est conclu en mai 2017 a permis de relever les acteurs clés et les principales méthodologies utilisées par les différents partenaires d'exécution pour établir et former des comités locaux de gestion des risques au Mozambique. Dans le cadre de la deuxième composante, l'examen documentaire et l'analyse des parties prenantes des organisations impliquées dans la conception de la méthodologie visant à intégrer les dimensions de PRC et d'ACC dans les plans de développement des districts se sont conclus en mars 2017. Des ateliers ont également eu lieu en partenariat avec le ministère de l'Économie et des Finances en vue de recueillir des informations auprès des organismes publics et des ONG quant à l'intégration de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement des districts, de mettre à l'épreuve la méthodologie révisée pour l'élaboration des plans locaux d'adaptation et enfin de discuter des recommandations sur les améliorations à apporter.



Niger

Le **projet de système d'alerte précoce multi-aléas axé sur la gestion des risques d'inondations**, mis en œuvre par la Banque mondiale, a été lancé en avril 2015 et s'est conclu en juin 2017. Il venait à l'appui du plan d'action du Gouvernement du Niger portant sur la gestion de l'information et sur un système d'alerte précoce. Au cours de la période visée par le rapport, un atelier consacré à l'information sur les risques et au financement des risques de catastrophes a été organisé avec le Cabinet du Premier Ministre du Niger en mars 2017. Une dernière mission au Niger en mai 2017 a présenté la plateforme du système d'alerte précoce (<http://risques-niger.org>) à plusieurs organismes ministériels et instances nationales. Il en a été conclu que

- le partage des données entre les instances nationales par le biais du système d'alerte précoce avait commencé (et constituait une base solide au projet associé de l'initiative CREWS au Niger) ; et que
- les rôles de la Direction générale de la protection civile au Niger et d'autres organismes nationaux en ce qui concerne le système d'alerte précoce ont bien été clarifiés. Un avant-projet de rapport final a été achevé en juin 2017, fournissant des précisions sur les progrès réalisés à ce jour et les recommandations pour le suivi.

Sierra Leone

Le **projet de soutien à la PRC à base communautaire** a été lancé en octobre 2012 et est mis en œuvre par la Banque mondiale. Ce projet vise à contribuer à l'intégration de la PRC et de l'ACC dans les stratégies de développement au Sierra Leone en vue d'accroître la résilience des communautés vulnérables.

L'épidémie d'Ebola en Sierra Leone en 2014 et 2015 a empêché pendant longtemps le projet d'avancer. Par conséquent, la demande de prolongation a finalement été accordée jusqu'au 30 mai 2018.

Pour atteindre l'objectif principal, le projet s'efforce d'une part de renforcer les capacités de communautés cibles à la mise en œuvre de GRC à base communautaire, et d'autre part d'apporter de l'assistance technique à des instances aux niveaux des districts et national en vue d'intégrer les dimensions de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement. Au cours de la période visée par le rapport, un consortium de consultants (ARUP-INTEGEMS-JBA) a été recruté et appuie le Gouvernement de la Sierra Leone dans l'élaboration de trois évaluations des risques au niveau municipal portant sur des aléas spécifiques (inondations, glissements de terrain, élévation du niveau de la mer, érosion côtière) en ayant recours aux ensembles de données disponibles à l'échelle mondiale et locale (y compris en puisant dans les connaissances de la communauté). L'étude comprendra une



Habitants togolais à l'arrière d'un camion, Togo
Crédit photo: Shutterstock

description des différentes cartographies des aléas, des risques et des vulnérabilités au niveau de villes, elle relèvera les besoins et les investissements prioritaires et elle réalisera des études de faisabilité pour au moins trois aléas de première importance.

L'étude Examen des aléas et évaluation des risques multi-villes de Sierra Leone a été lancée en février 2017 et un rapport initial a été établi par les consultants et passé en revue à la fois par la Banque mondiale et par le Bureau de la sécurité nationale du Sierra Leone. L'évaluation des risques qualitatifs a été élaborée et en est au stade de finalisation, reposant sur les observations recueillies auprès des parties prenantes locales et nationales au cours d'une mission qui a eu lieu en juin 2017. Les discussions ont réuni les autorités locales de Freetown, de Makeni et de Bo, les trois maires et présidents des conseils de district, des représentants de l'administration centrale, de l'équipe de pays des Nations Unies et d'ONG. Le rapport révisé de l'évaluation des risques fournira une évaluation des risques quantitatifs, une analyse des coûts-avantages et des options d'atténuation pour chacune des villes sélectionnées et des aléas retenus. Des ateliers avec des représentants municipaux de Freetown, de Makeni et de Bo auront lieu dans chacune de ces villes au début de l'automne 2017 pour leur faire part de l'avant-projet de rapport final et recueillir les observations des parties prenantes locales et nationales.

Tanzanie

Le projet de renforcement de la résilience au changement climatique dans le secteur de l'eau en Tanzanie, mis en œuvre par la Banque mondiale, a débuté en mai 2014, dans le but de réduire la vulnérabilité des communautés rurales et urbaines à des aléas hydrométéorologiques en Tanzanie. Le projet s'est conclu en septembre 2016 avec l'achèvement des activités réalisées au titre de ses deux composantes de performances d'infrastructures hydrauliques essentielles dans les communautés rurales, et la cartographie des risques d'inondation urbaine. Voir l'Encadré 3 pour en savoir plus.

Togo

Le **projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres**, mis en œuvre par le ministère togolais de l'Environnement et des ressources forestières, a été lancé en novembre 2014 et s'est conclu en juin 2017. Le projet faisait partie d'un projet de participation de plus grande envergure, cofinancé par la GFDRR, le Fonds pour l'environnement mondial, le Fonds pour les pays les moins avancés et Terrafrica.

Le projet avait pour but de renforcer les capacités institutionnelles et de sensibiliser à la gestion des risques d'inondation et à la dégradation des terres dans des zones rurales et urbaines ciblées. Il visait aussi à élargir les pratiques de gestion durable des terres dans des paysages ciblés et des zones vulnérables aux aléas climatiques. La mise en œuvre des activités est axée autour de trois composantes :

- le renforcement institutionnel et la sensibilisation
- des activités à base communautaire d'adaptation et de gestion durable des terres et
- des systèmes d'alerte précoce, de suivi et de connaissance.

Au cours de la période visée par le rapport, du matériel de collecte de données hydrologiques et météorologiques, tels que des indicateurs de pluviométrie et de niveau des rivières, a été fourni pour que les cinq régions du pays puissent renforcer leurs capacités hydrométéorologiques. Par ailleurs, des stations météorologiques clés ont été modernisées et 13 parcs météorologiques ont été mis en place. Parallèlement à cela, cinq ONG et 15 stations de radio communautaires ont été sélectionnées pour diffuser des campagnes de sensibilisation à la PRC et à l'ACC dans 105 écoles et zones vulnérables. Au total, 865 personnes (y compris des enseignants d'écoles primaires



et secondaires) ont été formées à la GRC et aux PDNA dans l'ensemble du pays au cours de la période visée par le rapport. Deux guides pédagogiques sur la GRC et l'ACC ont également été rédigés et diffusés. Pour finir, la mise en service du système d'alerte précoce par l'établissement d'un centre d'alerte précoce a été achevée et une simulation d'un système d'alerte précoce contre les inondations avec la participation de toutes les parties prenantes au niveau national et les partenaires humanitaires a été organisée. On estime à un million les bénéficiaires directs du projet, dont environ 40 % sont des femmes. Compte tenu de cet impact positif important sur la population, le gouvernement a demandé des fonds supplémentaires à la Banque mondiale, afin de transposer à d'autres régions du pays les bonnes pratiques du projet.

Ouganda

Le projet du plan d'action d'évaluation des risques et de résilience, lancé en avril 2015 et mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à élaborer une approche proactive en termes de GRC par une meilleure compréhension globale des aléas, des risques et des vulnérabilités à tous les niveaux. Le projet est axé autour de quatre composantes complémentaires :

- la compréhension des risques de catastrophe sur le plan national en Ouganda
- le renforcement de la résilience des communautés grâce à une meilleure connaissance des risques de catastrophe
- l'intégration de considérations multi-sectorielles de la PRC et de l'ACC au niveau communautaire ; et
- la mesure des progrès vers le renforcement de la résilience.

Début décembre 2016, le gouvernement de l'Ouganda et la Banque mondiale ont organisé une réunion avec des organismes techniques spécialisés et diverses parties prenantes en vue de convenir d'une évaluation commune de la sécurité alimentaire, qui a été réalisée à la demande du Cabinet du Premier Ministre en janvier 2017. Cette évaluation a abouti à la formulation et à l'adoption de plusieurs recommandations politiques clés visant à améliorer la préparation aux risques de catastrophes du pays et ses capacités d'intervention d'urgence. Celles-ci se sont concentrées sur les interventions suite à des chocs d'insécurité alimentaire résultant d'épisodes de sécheresse et de précipitations torrentielles qui affectent les petits agriculteurs pratiquant l'agriculture pluviale, les propriétaires de petits troupeaux, et les citoyens pauvres du pays.

À l'issue de l'évaluation, le gouvernement ougandais a reconnu la nécessité d'une part d'accroître encore plus ses capacités de préparation aux catastrophes et ses interventions d'urgence, et d'autre part de mieux comprendre le profil de risques d'aléas naturels du pays. La nécessité d'assurer le suivi systématique des conditions hydrométéorologiques et la fourniture de services climatologiques aux petits agriculteurs et aux éleveurs a également été reconnue. Néanmoins, les contraintes budgétaires limitent la capacité du gouvernement à porter à exécution des activités de renforcement de la résilience, surtout pour faire face à des épisodes hydrométéorologiques extrêmes qui exacerbent la situation du pays en matière de sécurité alimentaire.

Le 10 septembre 2016, un séisme de magnitude de 5,7 a frappé le nord de la Tanzanie, causant également de graves dommages dans le village ougandais de Minziro dans le district de Rakai.

Celui-ci a déclenché des glissements de terrain et a détruit plus de 200 habitations. Le séisme a laissé des centaines de personnes sans abri et ayant besoin d'abri provisoire. Le gouvernement ougandais n'a pas tardé à mobiliser une équipe technique composée de fonctionnaires des organismes concernés qui avaient bénéficié de la formation à la méthodologie d'évaluation post-catastrophe dispensée dans le cadre de ce projet. L'intervention a fait apparaître l'amélioration considérable de l'efficacité et de l'efficience des interventions d'urgence de l'État.

Encadré 3

TANZANIE – PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE CLIMATIQUE DANS LE SECTEUR DE L’EAU

Village Masai, Tanzanie
Crédit photo: Shutterstock

Ce projet a apporté son appui à une activité connue publiquement sous le nom de Ramani Huria, qui signifie en swahili « carte ouverte ». Ramani Huria a permis de recueillir les empreintes de plus de 750 000 bâtiments, 120 km d'images et de modèles de surface, 2091 km de routes et des dizaines de milliers de points d'intérêt tels que les toilettes, les points d'eau, les écoles et d'autres infrastructures essentielles. Ce travail a pu être effectué grâce à la participation de plus d'une centaine de membres de la communauté et de 165 étudiants en SIG et en urbanisme d'universités locales. Ceux-ci ont créé des données et facilité le transfert de connaissances sur les questions d'inondations et de catastrophes à base communautaire.

En donnant aux communautés les moyens de numériser leurs espaces grâce à la cartographie communautaire, ce projet a soutenu la sensibilisation de la communauté et a démontré comment tirer parti de la participation citoyenne à la collecte de données hyperlocalisées. Cette participation citoyenne s'est axée sur les zones vulnérables et sujettes aux inondations, l'occasion pour les responsables de cantons et les chefs communautaires d'identifier et de prioriser les plans de résilience et les plans d'action à base communautaire de lutte contre les inondations à réaliser.

Le projet a démontré comment il est possible d'avoir recours à des outils peu coûteux, tels que OpenStreetMap, des drones et des capteurs implantés sur place, pour les transposer à plus grande échelle et fournir une plate-forme pour les innovations. Il y a beaucoup à gagner de la fusion de techniques traditionnelles de modélisation des inondations à des méthodes participatives impulsées par la communauté locale. Les connaissances des communautés sont mises à contribution pour déterminer l'étendue des inondations par rapport à la dernière grande crue. En adoptant un processus de cartographie participative, les membres de la communauté tracent le périmètre des zones inondables sur la carte sous-jacente. Cette méthode permet d'évaluer rapidement les inondations du point de vue des communautés et de s'ajouter en complément à des techniques plus complexes, telles que la modélisation hydrologique, afin de mieux comprendre les inondations.

Dans le cadre du projet, une formation aux données ouvertes à des fins de cartographie a été dispensée pour doter des étudiants, des fonctionnaires et des membres de la

communauté de compétences précieuses en vue d'améliorer la planification du développement de la Tanzanie. La formation a pris la forme de 43 sessions auprès de différents publics cibles qui ont couvert des sujets tels que Java OpenStreetMap, InaSAFE, QGIS, la qualité et la quantité des données et la création de carte d'ordre général. Ces sessions ont été dispensées à 830 Tanzaniens, comprenant des étudiants universitaires, des fonctionnaires et des membres communautaires, ainsi que des membres de l'équipe locale. Dix ateliers supplémentaires ont été organisés en collaboration avec des OSC et des universités, en particulier la Croix-Rouge tanzanienne, l'un des principaux partenaires d'exécution, en vue de mettre en place des mécanismes d'intervention d'urgence impulsés par les communautés dans les zones urbaines.

Le projet Ramani Huria a été présenté lors de la conférence Africa Open Data qui s'est déroulée du 2 au 5 septembre et a regroupé plus de 450 participants de gouvernements africains. Ce projet a été présenté comme étant une innovation majeure dans l'approvisionnement de données cartographiques à faible coût, la participation citoyenne et le renforcement des compétences et la collaboration de la communauté et des étudiants dans les domaines de l'évaluation des risques d'inondations urbaines et de leur gestion. Cette approche novatrice à participation citoyenne s'est déjà propagée à d'autres villes (comme à Stone Town, au Zanzibar) qui ont adopté les méthodes de cartographie participative inaugurées par Ramani Huria. Un atelier de clôture, en présence de plus de 150 parties prenantes (membres de la communauté, administration publique locale et nationale, partenaires du développement et la société civile) a eu lieu les 27-28 novembre 2016 à Dar es-Salaam. Cet atelier a été l'occasion de distribuer des exemplaires de l'Atlas des profils des risques et de conclure un accord en vue de former des comités pour l'harmonisation des données dans l'ensemble de Dar es-Salaam, en préparation à l'établissement d'un cadre national de partage des données ouvertes sur le plan urbain.

Pour plus d'informations sur Ramani Huria, voir :

<http://ramanihuria.org>

Des informations sur le Code de la résilience de Tanzanie figurent à :

<http://codeforresilience.org/2016/01/30/tanzania-cfr.html>

Zimbabwe

Le **projet d'Intégration de la PRC et de l'ACC dans la planification du développement local par le biais de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze**, lancé en septembre 2015, est mis en œuvre par la Banque mondiale en collaboration avec la Croix-Rouge du Zimbabwe. Il vise à soutenir l'intégration de mesures de PRC et d'ACC dans le cadre du processus de planification du développement local au niveau des villages, des cantons et des districts.

Les activités mises en œuvre comprennent des actions de sensibilisation des parties prenantes en vue de créer un environnement favorable au niveau local comme processus pour intégrer des mesures de PRC/ACC dans la planification du développement et des efforts de plaidoyer pour faire le lien entre des systèmes d'alerte précoce et des interventions précoces. Plusieurs réunions au niveau des districts, des cantons et de la communauté ont eu lieu avec du personnel clé d'organisations partenaires et des dirigeants et membres de la communauté. Des plans d'action de prévention des catastrophes ont été intégrés dans les plans de canton et de district, et des visites de suivi conjointes ont été entreprises afin d'optimiser l'apprentissage et la collaboration. Les principales parties prenantes du projet se sont rendues au Malawi pour participer à une visite d'étude, dont un aspect essentiel de l'apprentissage portait sur la collaboration

entre différents comités, depuis le niveau de la communauté jusqu'au niveau national. Au total, 18 militants de la PRC, dont quatre femmes, ont été identifiés et sont en train de mener des activités de sensibilisation aux risques de catastrophes au sein de leurs communautés. Chaque canton compte six militants, soit deux agents de vulgarisation et quatre bénévoles issus des communautés. Des réunions de division se tiennent désormais tous les mois et aident la Croix-Rouge du Zimbabwe et les communautés à communiquer efficacement et à se tenir au courant des progrès réalisés et des difficultés rencontrées.

Par ailleurs, des ateliers de formation de chefs communautaires, de bénévoles de la Croix-Rouge et de membres de la communauté à des activités participatives d'évaluation des risques et de cartographie des aléas ont eu lieu. Reste qu'une difficulté persistante tient au manque de fonds des ministères pour mener à bien leurs propres activités. Le projet ne remédie qu'en partie à ce problème pour les cantons concernés par ses activités.

L'évaluation à mi-parcours du projet a constaté qu'il était très pertinent aux besoins des communautés ciblées et qu'il correspondait bien aux priorités et aux approches stratégiques tant de la Croix-Rouge du Zimbabwe que du gouvernement.

Volet 3 : Projets post-catastrophe, de renforcement des capacités et de relèvement

Côte d'Ivoire

Le **projet de Formation à l'évaluation des besoins post-catastrophe** s'est conclu par un atelier de suivi qui s'est tenu les 6 et 7 octobre 2016 à Grand Bassan (voir la photo ci-dessous). L'objectif de l'atelier était de mettre en place et de lancer l'équipe de base du PDNA du pays. Le projet s'est conclu en décembre 2016.



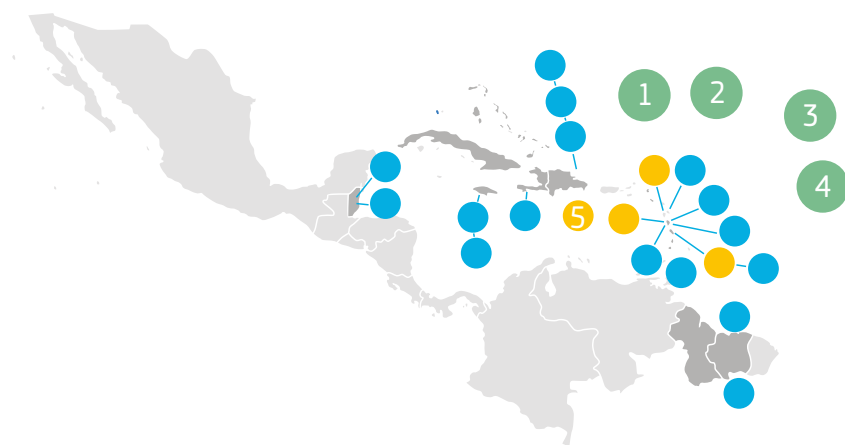
Equipe PDNA en Côte d'Ivoire
Crédit photo : Banque mondiale

2.2 Programme ACP-UE NDRR aux Caraïbes

Dans la région Caraïbes, le programme ACP-UE NDRR est composé d'un portefeuille de 24 projets (28 % du total), dont la valeur s'élève à 11,7 millions de dollars, attribués à des activités nationales, régionales, de post- catastrophe et de renforcement des capacités.

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
Achevé	3	6	4	13
En cours	-	10	-	10
À l'étude	-	-	-	0
Annulés	1	-	-	1
Total	4	16	4	24

Le programme dans les Caraïbes | 24 projects



● Volet 1

Projets régionaux et sous-régionaux

RENFORCER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN PRC ET ACC SPNUD)¹ | PROGRAMME D'INFORMATION SUR LES RISQUES² | MOSSAIC³ | CONFÉRENCE CDEMA⁴

● Volet 2

Projets nationaux

BELIZE | DOMINIQUE | RÉPUBLIQUE DOMINICAINE | GRENADA | GUYANA | HAÏTI | JAMAÏCA | SAINT LUCIE | SURINAME

● Volet 3

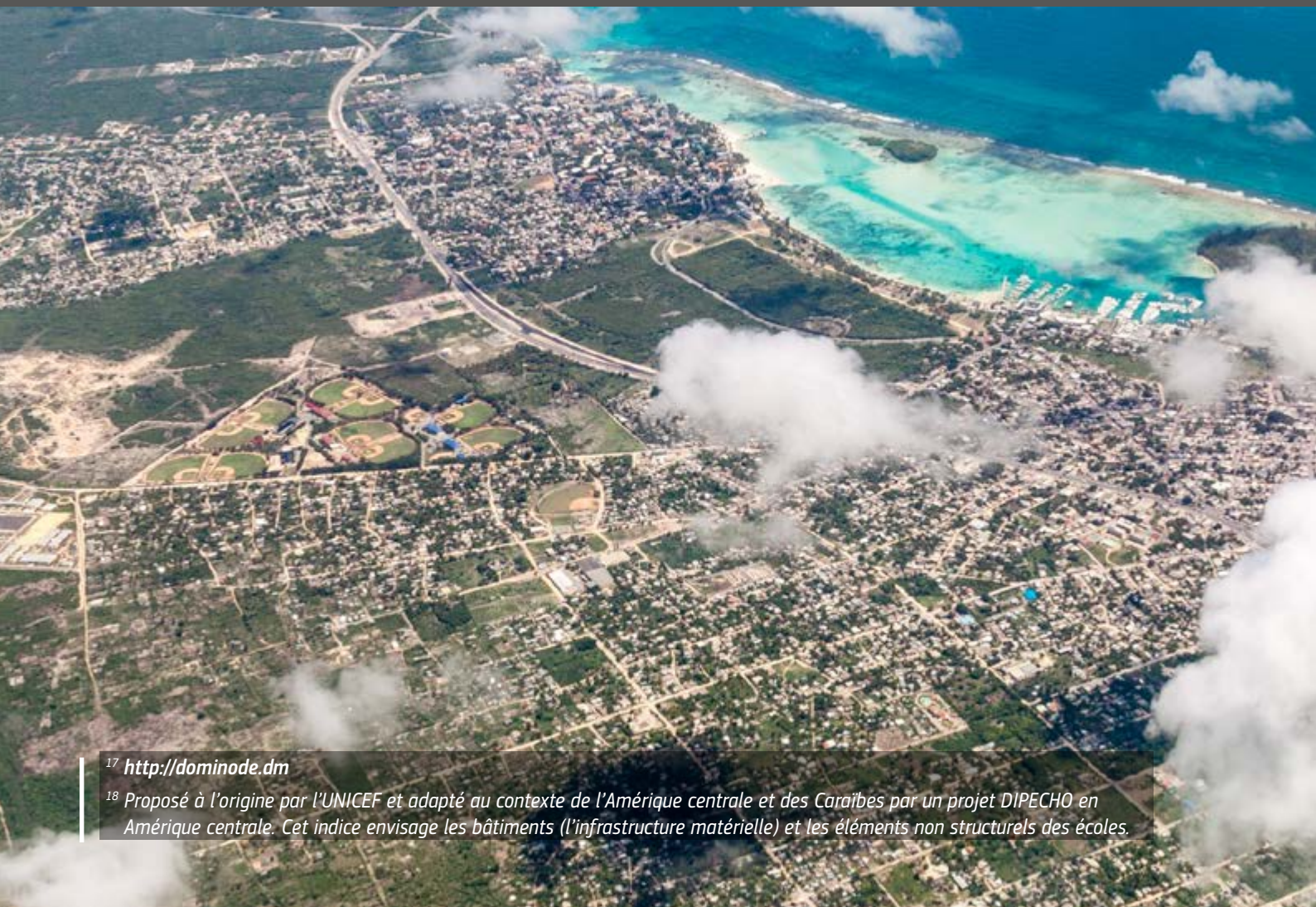
Activités post-catastrophe et de renforcement des capacités

DOMINIQUE | SAINT VINCENT ET LES GRENADINES | SAINT LUCIE | RENFORCER LES CAPACITÉS EN PDNA⁵

- ① Antigua et Barbuda, Barbados, Dominique, Grenade, St. Kitts et Nevis, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines
- ② Belize, Dominique, République Dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines
- ③ Belize, Dominique, Grenade, Jamaïque, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines
- ④ Participation des pays membres de CDEMA (18 pays)
- ⑤ Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, St. Kitts et Nevis, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

Le programme appuie des activités relevant d'un large éventail de domaines de la GRC, y compris :

- Intégration de la GRC dans la planification sectorielle (Haïti, République dominicaine, Jamaïque, Sainte-Lucie, Suriname)
- Génération de données, informations sur les risques et évaluation (aux niveaux national et régional)
- Préparation d'investissements de GRC (Belize, Dominique, Sainte-Lucie)
- Communication sur la GRC et plaidoyer (Guyana)
- Renforcement des capacités techniques (projets régionaux, mais aussi au niveau national)
- Assistance technique au financement des risques de catastrophes (Belize, République dominicaine, Jamaïque, Grenade et Sainte-Lucie)
- Évaluations post-catastrophe (Dominique, Sainte-Lucie, Saint-Vincent- et-les- Grenadines)



¹⁷ <http://dominode.dm>

¹⁸ *Proposé à l'origine par l'UNICEF et adapté au contexte de l'Amérique centrale et des Caraïbes par un projet DIPECHO en Amérique centrale. Cet indice envisage les bâtiments (l'infrastructure matérielle) et les éléments non structurels des écoles.*

Les sections ci-dessous décrivent l'état d'avancement de projets sélectionnés au cours de la période visée par le rapport.

Note : Les détails de chaque projet, y compris le titre, le budget, les partenaires d'exécution et l'état de mise en œuvre, figurent à l'Annexe 2.

Volet 1 : Projets régionaux

Le **projet MoSSaiC de gestion de la stabilité des talus dans les collectivités de la communauté des praticiens des Caraïbes**, lancé en février 2014 et mis en œuvre par la Banque mondiale, s'est conclu en février 2017. Le projet a appuyé la mise au point du matériel didactique, notamment sous la forme d'une plate-forme sur Internet d'échange d'apprentissage et de connaissances et d'un logiciel de calcul et de modélisation des risques de glissements de terrain.

Quinze fonctionnaires ont assisté à une formation qui a eu lieu en juillet 2016 à Sainte-Lucie, dont des ingénieurs de haut niveau et des fonctionnaires locaux de la Dominique, de Grenade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines. L'atelier a abordé l'ensemble des aspects de la préparation et de l'exécution d'un programme MoSSaiC dans un pays à revenu faible des Caraïbes. Un aspect essentiel de la poursuite du développement de MoSSaiC en tant que communauté de praticiens sera d'assurer le financement de la mise en œuvre de ses projets au sein des communautés. Le manque de financement est une difficulté dans certains des pays des Caraïbes, et des discussions sur ce problème sont en cours.

*Vue aérienne de Boca Chica, République dominicaine
Crédit photo: Shutterstock*



Volet 2 : Projets nationaux

Dominique

Le **projet de Gestion des données spatiales et d'identification des écoles et des abris les plus vulnérables**, lancé en décembre 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale, s'est conclu en juin 2017. Le projet visait à réduire la vulnérabilité de la Dominique aux impacts des aléas naturels et du changement climatique par l'identification et la réalisation d'évaluations des risques d'aléas et de catastrophes spécifiques. Une méthode essentielle de prévention efficace et stratégique des risques consiste à connaître les niveaux de risques et à se servir de ces informations à bon escient. C'est dans cette optique que le projet a soutenu le gouvernement de la Dominique dans la mise en place d'une plateforme de gestion des données de risques, appelée Dominode¹⁷. Par ailleurs, il a donné son appui à une évaluation de la vulnérabilité et à une évaluation multicritère visant à mieux éclairer le choix des investissements au titre du Projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, financé par la Banque mondiale (qui est entré en vigueur au 8 septembre 2014). Ces activités ont soutenu le gouvernement à identifier et moderniser des abris vulnérables, et à concevoir et construire de nouveaux bâtiments résilients. Les autres objectifs du projet portaient sur la mise à disposition des données d'information sur les aléas et les risques, le renforcement des capacités du gouvernement de la Dominique à gérer et à partager des données géospatiales, la promotion d'une culture du partage de données pour prendre des décisions éclairées à de multiples niveaux.

Dans un souci d'assurer la pérennité de ces accomplissements et leur large utilisation, l'équipe du projet a intégré les résultats du projet dans un cadre national de suivi et d'évaluation qui vise à fournir un mécanisme de suivi national des résultats de la résilience au changement climatique et des progrès réalisés pour l'ensemble des investissements publics, bilatéraux et multilatéraux. L'équipe du projet a renforcé le cadre national de suivi et d'évaluation et elle a consolidé les travaux portant sur les données géospatiales. Cette activité a adopté une approche systématique de suivi des résultats, d'évaluation de l'impact, de gestion du savoir et d'apprentissage au niveau du programme.

République dominicaine

Le **projet d'Identification des risques pour protéger les écoles en République dominicaine**, lancé en avril 2015 et mis en œuvre par la Banque mondiale en collaboration avec Plan International, Oxfam et Habitat for Humanity, se concentre sur le renforcement de l'évaluation des risques de catastrophe dans les écoles publiques en République dominicaine à l'aide de l'indice de sécurité des écoles.¹⁸ Le projet vise à généraliser un projet pilote



Bateaux de pêcheurs amarrés en Jamaïque
Crédit photo: Shutterstock

existant financé par le programme ECHO de l'UE de préparation aux catastrophes (DIPECHO) visant à renforcer les capacités du gouvernement et du secteur universitaire à évaluer les risques de catastrophes et la gestion des informations en situation d'urgence. L'indice de sécurité des écoles a été appliqué à 48 écoles du pays et trois cartes des aléas (sécheresse, inondations et feux de forêt) ont été établies pour les écoles évaluées. Un accord de coopération a également été signé avec le Service géologique national en vue de produire d'autres cartes sur les risques sismiques et multi-aléas pour les 48 écoles évaluées. À ce jour, près de la moitié de ces cartes ont été produites.

En parallèle, le consortium des ONG a soutenu le ministère de l'Éducation dans la formation et la certification de cinq commissions régionales (51 personnes formées) à l'utilisation de l'indice de sécurité des écoles, ce qui permettra de reproduire et d'élargir ces efforts à travers le pays. Par ailleurs, des délégués de la Commission nationale d'urgence suivent actuellement des stages de formation aux plateformes SIG et de données ouvertes, pour être à même de produire une carte des aléas de base des écoles retenues en vue de faciliter l'application future des évaluations des risques de sécurité des écoles. Deux manuels sur l'élaboration de cartes d'inondation et de sécheresse ont été publiés pour faire en sorte que d'autres activités de renforcement des capacités puissent avoir lieu une fois que le projet aura pris fin.

Le **projet Renforcer la résilience physique et financière de la République dominicaine pour assurer une prospérité partagée**, lancé début 2017 et mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à améliorer les capacités du gouvernement à renforcer la résilience physique et financière face aux catastrophes. Le projet vise à promouvoir des politiques de prévention des risques de catastrophe et climatiques dans des secteurs clés, en apportant son soutien au ministère des Finances au développement de ses capacités techniques et institutionnelles en matière de financement des risques de catastrophe, et en ciblant des politiques et des investissements de GRC propices à la promotion de la prospérité commune. À l'issue d'un processus de planification conjoint avec le gouvernement, plusieurs activités ont commencé et notamment une évaluation quantitative de l'impact des pertes d'actifs liées aux catastrophes sur le bien-être des ménages ; celle-ci permettra de mesurer l'impact des réformes politiques recevant le soutien du programme Cat-DDO¹⁹. Deux profils de risque de catastrophe de pays pour les tremblements de terre et les vents violents de type ouragans ont également été élaborés, dont les constats ont été présentés et discutés avec le ministère. Les résultats de ces profils de risque sont utilisés pour intégrer les incidences des chocs climatiques et aux catastrophes dans l'analyse de viabilité de la dette réalisée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Le ministère a créé un mécanisme pour la gestion financière des passifs éventuels associés à des catastrophes, dont il établit actuellement la cartographie et l'évaluation.

¹⁹ Une Cat-DDO (option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes) est une ligne de crédit conditionnelle qui apporte des liquidités immédiates aux pays membres de la Banque mondiale aux lendemains d'une catastrophe naturelle. Elle fait partie du large éventail d'instruments de financement du risque dont la Banque mondiale dispose pour aider les pays à planifier des interventions efficaces suite à des catastrophes naturelles.



Jamaïque

Le **projet de Renforcement de la GRC et de la résilience au changement climatique**, lancé en janvier 2015 et mis en œuvre par la Banque mondiale, soutient le gouvernement de la Jamaïque dans ses efforts visant à mieux intégrer la réduction de la vulnérabilité en cas de catastrophe et des considérations de l'adaptation au changement climatique dans les processus nationaux de planification du développement. Il élabore également de nouveaux outils de risque destinés à orienter les efforts de réduction de la vulnérabilité et de préparation aux urgences. Au cours de la période visée par le rapport, les activités du projet se sont concentrées sur l'établissement de la Stratégie nationale pour la réinstallation en rapport avec la GRC, l'examen et la mise à jour des Lignes directrices nationales pour la gestion du littoral et la restauration des plages, l'analyse et la fourniture de renforcement des capacités pour la préparation aux urgences, et l'analyse des risques de catastrophes pour les infrastructures du secteur des transports. L'avant-projet de la Stratégie nationale pour la réinstallation a été préparé avec le soutien et l'examen d'une équipe technique de représentants issus de 15 organismes publics et celui-ci devrait être approuvé et mis en œuvre au cours du deuxième semestre de 2017.

En septembre 2016, un atelier multipartite s'est tenu avec les instances locales clés dans le cadre de l'élaboration des Lignes directrices pour la gestion du littoral et la restauration des plages. Quarante représentants du secteur public,

du secteur privé et d'organisations de la société civile ont participé à l'atelier. La version finale des lignes directrices (voir Annexe 1) a été lancée en juin 2017 et suivie d'un dialogue politique de haut niveau organisé par la Banque mondiale en août 2017. En plus des lignes directrices, deux rapports ont été publiés. L'un comporte une série de recommandations visant à transformer les lignes directrices en un instrument dynamique basé sur Internet, et l'autre relève les besoins de recherche les plus percutants dans ce domaine. Enfin, un premier avant-projet d'analyse des carences institutionnelles pour la préparation aux urgences a été préparé et sera achevé au second semestre 2017.

Un cadre méthodologique pour l'évaluation des risques concernant les inondations et les glissements de terrain a été élaboré et mis en œuvre dans une plate-forme basée sur le SIG pour le secteur des transports. Ce modèle intègre un modèle de demande de déplacements et de l'impact des catastrophes qui se concentre sur l'impact social des perturbations routières en termes de changements d'accessibilité des zones peuplées du pays.



Sainte-Lucie

Le **projet Vision 2030 : Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques**, lancé en février 2016, est mis en œuvre par la Banque mondiale avec le ministère des Finances et le ministère des Infrastructures. Ce projet vise à :

- quantifier les risques de catastrophes pour les transports et les infrastructures publiques, en vue de mieux évaluer et de mieux comprendre les risques provenant d'aléas naturels et du changement climatique
- favoriser la production et l'application d'informations sur les risques dans les politiques publiques et la planification des investissements, et
- réduire les effets néfastes en adoptant une méthode de planification plus crédible et défendable dans des mesures de prévention des risques.

Un système de gestion des risques multi-aléas est en train d'être établi en vue de quantifier, de prioriser et de réduire les risques actuels liés aux actifs. À l'issue d'une série d'ateliers qui ont eu lieu à la fin de 2016 avec le ministère des Infrastructures sur les évaluations techniques, le SIG et la gestion d'actifs, les travaux d'évaluation des risques d'aléas ont progressé pour passer à l'analyse des risques de glissements de terrain, de tremblements de terre et d'inondations et de leurs effets sur les actifs de transport. Avec le soutien de l'équipe du projet, le gouvernement de Sainte-Lucie a pris des mesures pour établir un cadre de gestion des actifs fondé sur les risques qui permettrait d'adopter une approche axée sur les données pour gérer les actifs clés. Le projet est en train de mettre au point une méthodologie d'évaluation des risques multi-aléas destinée à appuyer la quantification des pertes potentielles au niveau des actifs. Le gouvernement et l'équipe de projet travaillent également à l'élaboration d'un système d'aide à la décision qui fournirait des capacités en matière de technologies de l'information afin de prioriser les budgets d'infrastructures en s'appuyant sur des données pertinentes, notamment des informations sur les risques. Des spécifications détaillées du système d'aide à la décision proposé seront établies au cours des prochaines étapes du projet, en vue de mettre en œuvre une solution informatique dans le courant de 2017-2018.

Le **projet Mesurer l'impact de catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale** a été lancé au début de 2017 et est mis en œuvre par la Banque mondiale. Le projet vise à : (i) analyser l'impact des catastrophes naturelles sur la vulnérabilité sociale, en adoptant un cadre novateur qui comporte l'élaboration d'un « module de chocs de GRC » pour toutes les enquêtes nationales sur les ménages, (ii) établir des sources de données non conventionnelles destinées à remplacer les données standard utilisées dans les modèles de pauvreté, et (iii) élaborer puis réaliser une enquête sur la pauvreté à la fois innovante, rapide et d'un bon rapport coût-qualité. Les résultats et les données de l'assistance technique viendront éclairer les domaines stratégiques et institutionnels à réformer qui pourraient être inclus dans un prêt à l'appui de politiques de développement (DPL) de GRC de la Banque mondiale²⁰, comportant la Cat-DDO en cours de préparation à Sainte-Lucie.

L'Office central de statistiques a réalisé en juin 2017 l'enquête sur la mesure des niveaux de vie (LSMS), qui comportait un « module des chocs de GRC » qui sera utilisé pour éclairer l'analyse en cours. Ce module sera ajusté afin de mieux rendre compte des incidences du changement climatique et il sera inclus dans toutes les enquêtes LSMS réalisées à travers les Caraïbes orientales. Par ailleurs, les données de remplacement pour les indicateurs de pauvreté traditionnels et les données sur les impacts des catastrophes à Sainte-Lucie au cours des 25 dernières années sont en cours d'analyse. Les données des enquêtes LSMS sont utilisées en vue d'élaborer un modèle qui permette de calculer les niveaux de pauvreté et de déterminer les données de remplacement clés qui peuvent être recueillies rapidement pour venir l'éclairer.

Suriname

Le **projet de Gestion des risques d'inondation dans le Grand Paramaribo**, lancé en avril 2016 et mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à gérer les risques d'inondations dans le Grand Paramaribo. Voir l'Encadré 4 pour en savoir plus.

Belize, Grenade, Jamaïque et Sainte-Lucie

Le **projet DRFTA d'assistance technique au financement des risques de catastrophes des Caraïbes**, qui comporte des projets nationaux au **Belize, à la Grenade, à la Jamaïque et à Sainte-Lucie**, mis en œuvre par la Banque mondiale, a été lancé en mai 2015 dans l'objectif d'accroître la résilience financière en apportant du soutien aux ministères des Finances par le renforcement de leurs capacités techniques et institutionnelles en matière de financement des risques de catastrophes. Depuis le début du projet DRFTA, plusieurs analyses (profils de risque de catastrophe de pays, diagnostics de pays, analyse de la gestion des finances publiques sur les dépenses post-catastrophe et gestion du budget) ont été réalisées pour les quatre pays. Les résultats ont abouti à la rédaction d'un rapport final comprenant des recommandations pour une stratégie de protection financière contre les catastrophes. Ces résultats seront évalués avec les interlocuteurs des ministères respectifs au second semestre 2017. Les options de mise en œuvre seront également discutées. Les étapes suivantes comprendront un séminaire d'échange de connaissances Sud-Sud réunissant les principales parties prenantes des pays participant au projet et des experts techniques. Ce séminaire s'attachera à comprendre et à interpréter les profils de risque de catastrophe de pays tiers et leurs passifs éventuels associés.

²⁰ Un DPL est un type d'opération financière de la Banque mondiale qui met des fonds à la disposition d'un gouvernement aux conditions suivantes : (i) le maintien d'un cadre de politique macroéconomique adéquat, déterminé par la Banque mondiale avec des contributions des évaluations du FMI ; (ii) la mise en œuvre satisfaisante du programme global de réformes ; et (iii) la réalisation d'une série d'actions stratégiques et institutionnelles critiques, appelées actions préalables, convenues entre la Banque mondiale et le gouvernement.

Encadré 4

SURINAME - GESTION DES RISQUES D'INONDATION DANS LE GRAND PARAMARIBO

Ponton en bois près de Paramaribo, Suriname
Crédit photo: Shutterstock

Le projet de Gestion des risques d'inondation dans le Grand Paramaribo, lancé en avril 2016 et mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à gérer les risques d'inondation dans le Grand Paramaribo au moyen d'une évaluation stratégique des risques d'inondation, d'une évaluation de la résilience côtière et d'un plan priorisé d'investissements pour la prévention des risques. Ceux-ci viseront à réduire l'impact des inondations récurrentes tout en tenant compte des aspects environnementaux et sociaux, de l'acquisition de terres et de la réinstallation involontaire.

L'évaluation complète des risques d'inondation, ainsi qu'une évaluation de la résilience côtière dans la zone concernée, a consisté en la réalisation de modèles et d'études des aléas d'inondation, de la vulnérabilité et de l'exposition potentielle, ainsi que des options structurelles, naturelles et non structurelles pour gérer les risques de catastrophe dans les zones urbaines de basse altitude de Paramaribo.

D'après les résultats de ces évaluations, 11 mesures structurelles et quatre mesures d'atténuation non structurelles ont été analysées en vue de fournir un outil de soutien basé sur les risques quantifiés d'appui à la prise de décision. Les évaluations ont fait apparaître qu'une digue ne constitue pas une solution durable pour Paramaribo et le Suriname. À la place, le Grand Paramaribo requiert une stratégie intégrée de gestion des risques d'inondation comportant probablement une forme quelconque de barrière anti-inondation s'accompagnant d'un mélange d'interventions naturelles, structurelles et non structurelles, ainsi que des modifications importantes en matière de politique d'aménagement du territoire et sur le plan institutionnel. L'analyse coûts-avantages de ces mesures a permis d'élaborer un plan priorisé d'investissements pour la prévention des risques. En outre, une formation sur l'évaluation et la modélisation des risques d'inondation a été dispensée en vue de renforcer les capacités des spécialistes techniques représentant divers ministères. À cette fin, une série de logiciels gratuits ont été distribués en vue de les installer de manière préalable. Cette initiative a été l'une des principales composantes du transfert du projet au gouvernement.

Les résultats de ces évaluations ont été présentés au cours de deux ateliers publics qui ont été bien reçus, organisés en partenariat avec le ministère des Travaux publics à Paramaribo les 24-25 avril 2017. Environ 70 représentants des principales parties prenantes y ont participé, notamment des ministères ; de l'université du Suriname Anton de Kom ; d'ONG nationales telles que le Fonds mondial pour la nature (WWF), l'Institut national pour l'environnement et le développement au Suriname (NIMOS) et le Centre de recherche agricole au Suriname (CELOS) ; des membres de la communauté internationale, y compris de l'ambassade des Pays-Bas et de l'Agence française de développement (AFD) ; des organisations multilatérales, telles que le PNUD et la Banque interaméricaine de développement (BID) ; et des représentants du secteur privé. En plus de cela, une formation de deux jours et demi à la modélisation des inondations s'est tenue du 26 au 28 avril et a été dispensée à 25 fonctionnaires techniques responsables de la gestion des risques d'inondation dans le pays. Les résultats de ce projet d'assistance technique ont été déterminants pour renforcer les connaissances et les capacités institutionnelles du ministère des Travaux publics et d'autres parties prenantes assurant la gestion des risques de catastrophes dans le pays. Depuis, le gouvernement du Suriname a manifesté son intérêt à l'idée d'un projet d'investissement de gestion des risques d'inondation financé par la Banque mondiale.



Présentation des résultats finaux de l'évaluation des risques d'inondation, de l'évaluation de la résilience côtière ainsi que des options de réduction des inondations et des plans d'investissement au Suriname.

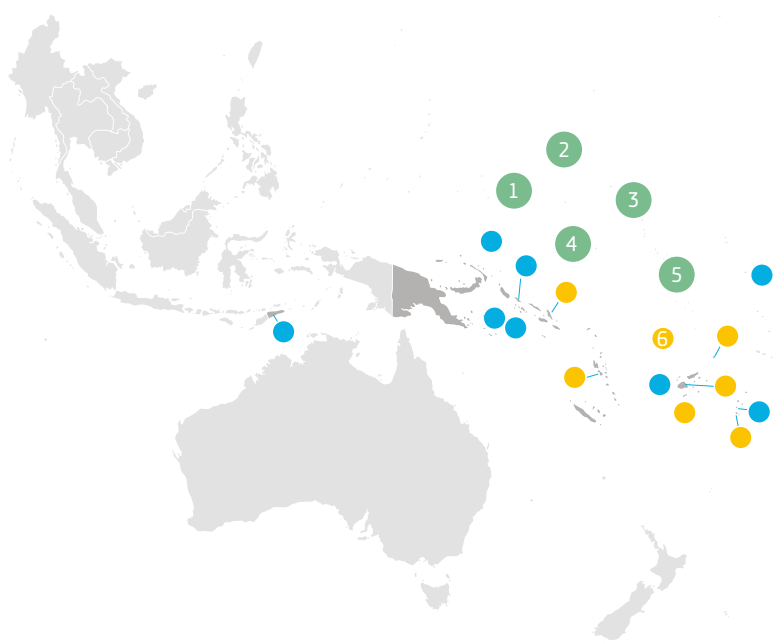
Crédit photo : Banque mondiale

2.3 Programme ACP-UE NDRR dans le Pacifique

Le programme ACP-UE NDRR a un portefeuille de 20 projets dans la région Pacifique (23 % du total), avec 14 millions de dollars affectés à des activités nationales et régionales, de post-catastrophe et de renforcement des capacités.

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
Achevés	2	1	6	9
En cours	3	4	-	7
À l'étude	-	2	-	2
Annulés	-	1	1	2
Total	5	8	7	20

Le Programme dans le Pacifique | 20 projets



● Volet 1

Projets régionaux et sous-régionaux

PCRAFI¹ | RENFORCER LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES CLIMATIQUES²³ | FORUM COMPRENDRE LES RISQUES 2014 (LONDRE, R-U)⁴ | RENFORCER LES MESURES DE PRC CIBLÉES⁵

● Volet 2

Projets nationaux

FIDJI | ÎLES SOLOMON | KIRIBATI
TIMOR ORIENTAL | TONGA | VANUATU

● Volet 3

Activités post-catastrophe et de renforcement des capacités

FIDJI | SAMOA | ÎLES SOLOMON | TONGA | VANUATU | EVALUATION ÉCONOMIQUE DES CATASTROPHES DANS LE PACIFIQUE⁶

- ¹ Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique - Phase 3
- ² ³ Fidji, Micronesia, îles Marshall, Samoa, îles Solomon, Tonga, Vanuatu
- ⁴ Renforcement des capacités en évaluation des risques de catastrophe et en construction communautaire - Forum Understanding Risk (UR 2014) à Londres
- ⁵ Îles Marshall, Micronesia, Palau
- ⁶ Renforcement des capacités en évaluation des besoins post-catastrophe du Secrétariat de la communauté du Pacifique



Destruction causée par le cyclone tropical Winston aux Fidji
Crédit photo: Shutterstock

Le programme appuie des activités relevant d'un large éventail de domaines de la GRC, y compris :

- Intégration de la GRC tant au niveau national que local (îles Salomon, Vanuatu)
- Collecte de données et partage des informations sur les risques (programme régional de l'initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique, PCRAFI)
- Évaluation de la vulnérabilité climatique (Fidji) et expansion urbaine à résilience climatique (Kiribati)
- Préparation aux catastrophes naturelles, plans d'urgence et systèmes d'alerte précoce (îles Salomon, Vanuatu)
- PDNA et Évaluations des dommages et des pertes (îles Salomon, Fidji, Samoa, Vanuatu)
- Assistance technique au relèvement et à la (re-)construction résiliente (Tonga).

Les sections ci-dessous décrivent l'état d'avancement de projets sélectionnés au cours de la période visée par le rapport.

Note : Les détails de chaque projet, y compris le titre, le budget, les partenaires d'exécution et l'état de mise en œuvre, figurent à l'Annexe 2.

Volet 1 : Projets régionaux

Pays des îles du Pacifique

L'**Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique (PCRAFI)**, lancée en août 2012 et qui s'est conclue en juin 2017, a été mise en œuvre par la Banque mondiale et le Secrétariat de la communauté du Pacifique - Division Géosciences et Technologies Appliquées (SPC-SOPAC). Ce projet a fourni aux pays des îles du Pacifique des outils de modélisation et d'évaluation des risques à la pointe de la technologie, afin de renforcer leurs capacités de GRC. Voir l'Encadré 5 pour en savoir plus.

Le **projet d'Assistance technique programmatique au renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes**, qui porte sur sept pays insulaires du Pacifique, 21 a été lancé en octobre 2014 et est mis en œuvre par la Banque mondiale. Les pays ont été choisis en fonction de leurs engagements à participer à un programme d'investissement régional : le programme de résilience du Pacifique (PREP), financé par la Banque mondiale, qui vise à renforcer et à moderniser les systèmes d'alerte précoce et de préparation aux catastrophes. Le projet appuie l'élaboration d'outils et de méthodologies destinés à accroître les capacités de ces pays à intégrer la GRC et l'ACC dans la conception d'investissements dans des infrastructures. Il vise également à réaliser une évaluation des besoins pour fournir des services d'alerte précoce multi-aléa de bout en bout et à élaborer un plan d'investissement pour la modernisation/consolidation de systèmes d'alerte précoce et de préparation aux catastrophes.

Au cours de la période visée par le rapport, des activités d'intégration ont commencé au Samoa, plus spécifiquement l'examen de l'Évaluation de la vulnérabilité et de la stratégie de résilience climatique pour le réseau routier du pays a été réalisé. Les résultats de cette évaluation seront partagés au titre des enseignements tirés du programme, en vue de faciliter l'intégration de la résilience aux catastrophes et au changement climatique dans les projets de transport futurs dans la région Pacifique. En République des îles Marshall, les activités entreprises ont porté sur l'établissement du rapport sur l'Évaluation rapide des aléas et des risques côtiers en République des îles Marshall (en cours de finalisation) qui a abouti à une évaluation complète et exhaustive de la vulnérabilité côtière. Des rapports des pays sur le système d'alerte précoce ont également été établis au Samoa, au Tonga, au Vanuatu et en République des îles Marshall en vue d'identifier les champs d'action et les besoins prioritaires pour consolider les systèmes existants. Le projet a également mis l'accent sur l'élaboration de feuilles de route pour la sécurité des écoles au Samoa, au Tonga et au Vanuatu, ainsi que sur l'établissement d'une note d'information sur la gestion des risques d'inondation urbaine dans le Pacifique.

²¹ Les pays participants sont les États fédérés de Micronésie, les îles Fidji, la République des îles Marshall, Samoa, les îles Salomon, le Tonga et le Vanuatu.

Le **projet UAV4Resilience - Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour les évaluations de catastrophes dans les îles du Pacifique** a été lancé en janvier 2017 et vise à développer les capacités et la volonté des îles Fidji et du Samoa à déployer des véhicules aériens sans pilote (des drones) en vue de réaliser des évaluations des risques de catastrophe et des risques climatiques, ainsi que pour l'identification rapide des dommages subis par le milieu physique dans des situations de post-catastrophe. Les activités comprennent la mise en place des bonnes pratiques quant à l'utilisation de drones pour la GRC et la résilience au changement climatique qui, à leur tour, peuvent être utilisés dans d'autres domaines, comme l'agriculture et la planification du développement. Trois consultants et un cabinet ont été embauchés pour réaliser des essais de terrain avec les drones et répondre aux difficultés énoncées dans les termes de référence. Les consultants individuels évalueront les résultats des essais sur le terrain et élaboreront les bonnes pratiques d'utilisation des drones ; ils se chargeront aussi d'aider à superviser la mise en œuvre du projet en matière de qualité technique et d'efficacité. Toutes les autorisations nécessaires pour faire voler des drones au Tonga et aux Fidji ont été obtenues et les essais sur le terrain ont commencé en juin 2017. Les données recueillies dans le cadre de ce projet seront également directement chargées dans le système PACRIS ainsi que dans les bases de données d'actifs de la PCRAFI.

Le **projet de Cartographie de la vulnérabilité des communautés en République des Îles Marshall et dans les États fédérés de Micronésie**, décerné à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au titre du deuxième appel à propositions du Programme en décembre 2014, a été lancé en février 2017. Le retard des activités est dû à un réajustement de l'étendue des travaux attendus et aux négociations s'y rapportant entre l'OIM et la Banque mondiale. Le projet vise à améliorer la résilience des communautés sélectionnées aux risques de catastrophes et à les aider à s'adapter au changement climatique. Le champ d'action des activités du projet porte sur la cartographie des risques et la planification des investissements communautaires pour faciliter une résilience accrue de la part de la communauté à faire face aux épreuves posées par le changement climatique. La collecte de données techniques et des consultations pertinentes ont commencé en vue de faciliter la conception d'un système régional et national efficace d'alerte précoce, ainsi qu'une évaluation des bâtiments publics, comme les écoles et les infrastructures. Ces données seront publiées sur des plates-formes de cartographie open source afin de faciliter les interventions rapides et les investissements futurs dans l'atténuation des risques.



Maison traditionnelle sur l'île de Yap en Micronésie
Crédit photo: Shutterstock

Volet 2 : Projets nationaux

Îles Salomon

Le **projet de Résilience des communautés aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles (CRISP)** est une initiative sur cinq ans qui a été lancée en avril 2014 par le Gouvernement des îles Salomon par l'intermédiaire du ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la GRC et de la Météorologie avec le soutien financier du Fonds du FEM pour les pays les moins avancés. Le projet porte sur les aléas naturels et sur les risques liés au changement climatique en renforçant les informations sur les risques climatiques et les risques de catastrophes, le système d'alerte précoce et les investissements directs auprès des communautés dans les domaines de l'ACC et de la PRC. Le projet vise à établir un réseau de surveillance volcanique et sismique, et à poser les bases d'un système national d'informations sur les risques qui sera essentiel pour évaluer les effets des catastrophes et du changement climatique pour la planification des secteurs et des investissements.

Au titre de la première composante, qui vise à renforcer les modalités institutionnelles, un cadre pour les modalités institutionnelles de la GRC et de l'ACC a été rédigé et l'examen du plan national de gestion des catastrophes a été réalisé. À l'issue de cet examen, une nouvelle structure opérationnelle a été élaborée pour le ministère et celle-ci a été mise à l'essai lors des interventions d'urgence qui ont fait suite au séisme qui a frappé la province de Makira en décembre 2016. Par ailleurs, une note de réflexion a été rédigée, soulignant la nécessité d'une politique intégrée pour la PRC et l'ACC, et d'une structure et procédure efficaces pour améliorer l'intégration et renforcer la cohérence des politiques entre les secteurs.

Dans le cadre de la seconde composante visant à renforcer les informations et les systèmes d'alerte précoce sur les risques climatiques et les risques de catastrophes, un système de communication radio d'urgence a été mis en place pour diffuser dans les centres urbains des messages d'alerte aux tsunamis après un tremblement de terre. Le système a été utilisé lors de l'opération d'urgence suite au séisme de décembre 2016.

Grâce à ce nouveau système de communication et à son centre opérationnel national de gestion des catastrophes associé, les centres urbains ont reçu des messages d'alerte 20 minutes après le séisme. Parallèlement à cela, la mise en œuvre d'un réseau de surveillance sismique couvrant six sites sismiques s'est poursuivie.

La troisième composante porte sur des investissements dans l'ACC et la PRC au sein des communautés locales afin de renforcer leurs capacités à faire face aux aléas naturels et au changement climatique. Cette activité implique l'élaboration de sous-projets à l'initiative des communautés, dont 74 sont en cours (25 à Guadalcanal, 19 à Temotu, 15 dans les îles Centrales et 15 à Malaita). Par ailleurs, le gouvernement a lancé huit sous-projets à l'initiative des provinces (deux à Temotu, deux à Malaita et deux dans les îles Centrales, un à Bellona et un à Guadalcanal).

Le **projet d'étude des risques d'inondations d'Honiara et de plan de gestion**, au titre de l'Assistance technique programmatique de la Banque mondiale de Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique), vise à aider le gouvernement des îles Salomon à mieux comprendre les risques d'inondation urbaine et les options de prévention des risques d'inondation dans la capitale Honiara.²² Des activités ont démarré en vue de l'élaboration d'une modélisation des inondations spécialement adaptée aux principaux réseaux hydrographiques du Grand Honiara afin

- d'éclairer et de renforcer les capacités d'aménagement du territoire de la ville
- d'éclairer et de renforcer la planification des interventions d'urgence, et
- d'évaluer les options possibles d'atténuation des inondations.

Les termes de référence pour l'étude des risques d'inondations à Honiara ont été réajustés en vue de tirer parti des plans envisagés par le gouvernement d'effectuer ses propres activités LiDAR (Light Detection and Ranging)²³ dans la région proposée au titre de cette subvention. Pour cette activité spécifique, une entreprise a été embauchée en vue de fournir un soutien technique au gouvernement.

²² Le projet, baptisé initialement le projet d'Étude stratégique et de plan de gestion des risques d'inondations aux îles Salomon, comportait un plan directeur des inondations urbaines pour les zones inondées à la fois des îles Salomon et des îles Fidji. Il s'agissait là d'une sous-composante du projet régional de Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique. Toutefois, les îles Fidji ont fini par recevoir l'appui de l'Agence japonaise de coopération internationale. Ne concernant plus qu'un seul pays, cette activité a donc été réintégrée au titre du Volet 2.

²³ LiDAR (Light Detection and Ranging (Détection de la lumière et mesure à distance) est une méthode de télédétection qui utilise la lumière sous forme de faisceaux laser pulsés pour mesurer des plages (distances variables) jusqu'à la terre.

Tonga

Le **projet de renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes de reconstruction post-catastrophe**, lancé en mai 2015 et mis en oeuvre par le Gouvernement du Tonga, vise à appuyer le projet financé par la Banque mondiale de *Reconstruction et de résilience au changement climatique suite au passage du cyclone Ian au Tonga*.

L'équipe du projet a apporté de l'assistance technique au gouvernement en vue de mettre en place et d'institutionnaliser de bonnes pratiques de relèvement et de reconstruction et d'améliorer les capacités de cartographie et les évaluations des dommages post-catastrophe. Les activités ont également aidé le gouvernement à consolider ses connaissances techniques concernant la reconstruction et les réparations d'habitations résilientes face à des cyclones. Grâce aux enseignements tirés de politiques passées de reconstruction des habitations, un avant-projet de politique nationale de reconstruction des habitations a été élaboré, ainsi qu'un avant-projet des dispositions à apporter au code de construction du Tonga, en particulier en ce qui concerne les logements pour les individus à faible revenu. Un soutien technique a aussi été fourni en vue d'accroître les capacités des organismes publics concernés à effectuer des évaluations des dommages post-catastrophe, notamment :

- le catalogage et l'amélioration des ensembles de données et des bases de données des actifs
- le renforcement et la fourniture de formation technique aux enquêtes et aux procédures de collecte de données post-catastrophe
- l'examen et le renforcement des flux d'information inter-gouvernementaux pour les interventions en cas de catastrophe (sous la direction du Bureau national de gestion des situations d'urgence-NEMO) ; et
- l'identification des carences de données et des recommandations quant aux approches à adopter pour acquérir des ensembles de données/informations pertinents ainsi que l'identification des modalités de partage des données entre les organismes publics dans des situations d'urgence.

Ces activités de renforcement des capacités entreprises au cours de la période visée par le rapport permettront de clarifier la définition des rôles et des responsabilités des organismes techniques en matière de préparation des données et des fonctions d'interventions en cas de catastrophes naturelles, ce qui améliorera la coordination, renforcera les capacités et aboutira à des interventions plus efficaces en cas de catastrophe.



Vue du volcan sur l'île d'Ambrym, Vanuatu
Crédit photo: Shutterstock

Vanuatu

Le **projet de Renforcement de la résilience au changement climatique et aux aléas naturels**, lancé en août 2013 et mis en œuvre par le gouvernement du Vanuatu et la Banque mondiale, vise à renforcer les institutions qui gèrent les catastrophes, à accroître la résilience des communautés aux impacts de la variabilité et du changement climatiques et des aléas naturels sur la sécurité alimentaire et de l'eau.

Au titre de la première composante du projet axée sur le renforcement institutionnel, la construction du Centre provincial de gestion des catastrophes pour la province de Torba a été achevée, dont l'inauguration officielle a eu lieu en novembre 2016. La révision de la loi sur la gestion nationale des catastrophes a été finalisée et celle-ci sera entérinée par le gouvernement. La rédaction du plan stratégique du Bureau de gestion des catastrophes naturelles a également été achevée. La Commission de la fonction publique a approuvé la création d'un nouveau ministère du changement climatique, qui apportera son appui aux agents provinciaux chargés de la gestion des catastrophes à Sola et Isangle.

Dans le cadre de la deuxième composante axée sur le renforcement de la résilience des communautés, le gouvernement a demandé que les activités se concentrent sur des micro-projets visant à renforcer la résilience des communautés sélectionnées des îles de Tanna et de Shepherds qui ont été touchées par le passage du cyclone tropical Pam en 2015. Quelque 55 micro-projets ont été sélectionnés (45 à Tanna et 10 à Shepherds) en utilisant un processus convenu avec les pouvoirs publics, passant par des consultations auprès de la communauté, la participation des parties prenantes locales, de l'administration publique provinciale et le Comité directeur du projet. Pour cela, des ONG locales ont été recrutées pour aider à l'identification de micro-projets, ainsi que pour réaliser des enquêtes de référence sur les aléas.

Volet 3 : Projets post-catastrophe, de renforcement des capacités et de relèvement

Fidji

Le programme a appuyé la réalisation d'un **PDNA** aux lendemains du passage du **cyclone tropical Winston** en février 2016. Le PDNA final a été publié en août 2016. Les dommages et les pertes causés par le cyclone tropical Winston sont estimés à 1,38 milliard de dollars (31 % du PIB), dont 959 millions de dollars ont été subis par les secteurs de production, sociaux et d'infrastructures des Fidji. Près de 130 000 maisons ont été endommagées ou détruites, affectant quelque 15 % de la population totale des Fidji. Le PDNA a contribué à l'obtention ultérieure de fonds importants sous la forme de l'Opération d'appui aux politiques de développement d'urgence post-cyclone Winston aux Fidji. Il s'agit d'un projet de 50 millions de dollars financés par la Banque mondiale à titre d'aide au relèvement suite aux impacts immédiats de la tempête en répondant aux besoins de relèvement identifiés dans le PDNA. Ceux-ci comprenaient la construction de maisons et d'infrastructures publiques résilientes capables de résister à des chocs futurs. Le PDNA financé dans le cadre du programme a joué un rôle essentiel de mobilisation du financement dans la mesure où son achèvement était une condition officielle au décaissement des fonds de la Banque mondiale. Le projet s'est conclu en décembre 2016. Voir l'Encadré 1 sur l'effet de levier pour en savoir plus.

Encadré 5

ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE FINANCIÈRE DES PAYS INSULAIRES DU PACIFIQUE

Village inondé aux Fidji
Crédit photo: Shutterstock

Les pays insulaires du Pacifique sont vulnérables à des cyclones, des tempêtes tropicales, des tremblements de terre et des tsunamis récurrents. Pour y faire face, l'Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique (PCRAFI) a été créée en 2007 afin d'aider à atténuer les risques liés aux catastrophes et au changement climatique dans ces pays. Dans le cadre de cette initiative, le premier projet pilote régional intitulé Projet pilote d'assurance des risques de catastrophe, qui fait partie du Programme de financement et d'assurance contre le risque de catastrophe naturelle (DRFI), a été lancé en vue d'appuyer les interventions post-catastrophe au moyen de transferts monétaires de relèvement suite à une catastrophe.

Le programme ACP-UE NDRR a contribué aux activités de l'initiative PCRAFI d'août 2012 à juin 2017 en fournissant aux pays insulaires du Pacifique des informations sur les risques de catastrophe et des évaluations rapides des impacts afin de renforcer leurs capacités de GRC. Ce projet, qui a été mis en œuvre par la Banque mondiale et le Secrétariat de la communauté du Pacifique - Division Géosciences et Technologies Appliquées (SPC-SOPAC), est axé sur deux composantes.

La première est venue à l'appui du **système d'information sur les risques de catastrophes du Pacifique** (PaCRIS) : il s'agit d'une base de données qui comporte des informations détaillées et spécifiques aux pays en termes d'actifs, de population, d'aléas et de risques, et qui a été mise en place comme emplacement GeoNode. Tout au long du projet, 122 fonctionnaires des gouvernements de la République des Îles Marshall, du Samoa, des Îles Salomon, du Royaume des Tonga, de la République de Vanuatu et des Îles Cook ont eu accès et été formés à la plateforme mise à jour sur les informations des risques PaCRIS ainsi qu'aux outils d'évaluation rapide post-catastrophe. Ces six gouvernements ont également reçu des directives d'exécution du budget post-catastrophe, qui regroupent une suite d'outils pour la gestion des exigences financières à la suite d'une catastrophe naturelle. Le SPC a directement bénéficié de l'expertise supplémentaire apportée, qui lui a permis d'actualiser et d'élaborer des protocoles pour la tenue à jour et la mise à niveau de la base de données PaCRIS.



Les dernières activités entreprises dans le cadre du projet PCRAFI ont été axées sur la mise au point d'une **Application pour l'estimation rapide des pertes de catastrophe** à utiliser immédiatement après la survenance d'une catastrophe. Un outil d'estimation initiale rapide des impacts a été déployé au Tonga, au Samoa, au Palau, aux Îles Cook, aux Îles Salomon et au Vanuatu. Il produit des rapports et des cartes de dommages estimés qui sont plus faciles à utiliser pour les utilisateurs non initiés à SIG. En décembre 2016, plusieurs réunions de coordination ont eu lieu en marge de la Conférence SIG du Pacifique à Suva pour discuter des progrès globaux, des programmes de travail, des synergies et des difficultés pour les outils de risque PacSAFE²⁴ et RiskScape. Des activités finales ont eu lieu jusqu'en juin 2017 avec :

- la diffusion finale du manuel d'utilisation pour la dernière version des outils InaSAFE/PacSAFE
- l'animation d'un atelier de formation pour débutants et de niveau avancé à la programmation InaSAFE
- des présentations sur la dernière estimation de l'impact des cyclones tropicaux ; et
- des discussions sur les améliorations apportées aux fonctions d'impact des cyclones tropicaux.

Par ailleurs, plusieurs réunions ont eu lieu avec les principales parties prenantes, y compris l'UE et le gouvernement australien, en mai 2017 à l'occasion de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe à Cancun, au Mexique, et en juin 2017 lors de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction à Bruxelles en Belgique. Cette composante a également cofinancé l'élaboration et la mise en œuvre du programme pilote pour la saison 2014-2015, comportant le renforcement des capacités institutionnelles pour les pays insulaires du Pacifique participants à la sélection de leur couverture d'assurance des risques de catastrophe, et un soutien technique pour le placement du portefeuille de polices d'assurance de risques de catastrophe sur les marchés internationaux de la réassurance.

²⁴ InaSAFE est un logiciel en accès libre qui produit des scénarios réalistes d'impact d'aléas naturels en vue d'améliorer les activités de planification, de préparation et d'intervention. Voir <http://www.inasafe.org>. PacSafe est un outil de bureau basé sur un plugin QGIS et InaSafe, conçu et développé pour les utilisateurs non-SIG.



Chute d'eau en Afrique australe, Zambie
Crédit photo: Shutterstock

3. INTERVENTIONS POST-CATASTROPHE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Au cours de l'année 2017, le programme ACP-UE NDRR a soutenu trois activités dans le cadre du volet d'interventions post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3).

Déploiement du guide du cadre de relèvement dans les pays ACP

Le programme ACP-UE NDRR a appuyé le déploiement d'un guide du cadre de relèvement après une catastrophe (DRF) dans l'ensemble des pays ACP, dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités pour aider le personnel des organisations internationales ou régionales ainsi que les représentants gouvernementaux. Le projet a financé ou cofinancé trois différents types d'activités de renforcement des capacités, décrites ci-après :

- **Formation de formateurs et de personnes-ressources au niveau régional :**

Une formation des formateurs a été organisée en partenariat avec la CEEAC et le programme R2 pour les États membres de la CEEAC en avril 2017 à Libreville. Quatre-vingt-quatre personnes y ont participé. (Leur participation a été financée dans le cadre du programme R2).

- **Programmes de renforcement des capacités nationales :** Des formations au PDNA/DRF ont eu lieu au Soudan en avril et en Tanzanie en mai 2017, profitant à environ 90 participants des services publics et hors services publics. Une formation de suivi a été assurée par des experts du gouvernement sélectionnés qui avaient été formés lors des premiers ateliers. Cette initiative vise à ouvrir la voie à un modèle durable à l'initiative des gouvernements de renforcement des capacités. Les matériels élaborés dans le cadre de cette activité se sont avérés utiles pour d'autres activités à l'ordre du jour du relèvement, en particulier pour la formation de fonctionnaires et d'experts du gouvernement lors des missions post-catastrophe aux Fidji (PDNA, DRF) et aux Seychelles (PDNA).

- **L'élaboration d'un module d'apprentissage en ligne pour le Guide DRF** a été mise en suspens en attendant l'examen du Guide DRF, qui constitue la base du cours. Le module d'apprentissage en ligne accompagnera le matériel de formation du Guide DRF au moyen d'un outil en ligne d'accès public et facile d'utilisation. L'examen devrait se dérouler début 2018.

Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction et Journée de réflexion sur les interventions post-catastrophe

Voir Encadrés 6 et 7

Encadré 6

LA TROISIÈME ÉDITION DE LA CONFÉRENCE MONDIALE SUR LA RECONSTRUCTION

*Chutes Victoria sur la rivière Zambèze
Crédit photo: Shutterstock*



La Troisième Édition de la Conférence mondiale sur la Reconstruction, cofinancée par le programme ACP-UE NDRR et organisée conjointement par la Banque mondiale/la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR), l'Union européenne (UE), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), s'est tenue à Bruxelles du 6 au 8 juin 2017. Elle a réuni environ 500 praticiens issus des pouvoirs publics, de la société civile, de partenaires du développement, des milieux universitaires et du secteur privé pour discuter du relèvement dans un monde en mutation. La conférence a été l'occasion d'évoquer le rôle du relèvement et de la reconstruction post-catastrophe pour le renforcement de la résilience et la prévention des risques de catastrophes et d'un partage d'expérience en vue de faire progresser la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes de 2015.

La Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction s'est déroulée dans un contexte où le nombre de personnes touchées par des catastrophes à travers le monde ne cesse d'augmenter. De 2012 à 2014, près d'un millier de catastrophes ont eu un impact sur plus de 326 millions de personnes à travers le monde. Le coût des dommages physiques causés par ces événements ne cesse d'augmenter lui aussi, passant d'un montant estimé à 18 milliards d'euros par an dans les années 1990 à près de 90 milliards d'euros par an au cours de la première décennie de ce siècle. Aujourd'hui, le coût combiné des dommages physiques et des pertes économiques est compris entre 220 et 270 milliards d'euros par an. À mesure que changement climatique, l'urbanisation et les migrations s'accroîtront, les besoins de relèvement se feront de plus en plus pressants. Malgré des efforts persistants et croissants visant à réduire les impacts des aléas par la prévention des risques de catastrophes, la fonction de relèvement conserve toute sa pertinence et sa nécessité.

La troisième conférence mondiale sur la reconstruction a proposé 29 sessions organisées autour de quatre thèmes principaux :

- les interventions de relèvement
- le relèvement dans des situations de conflit et de fragilité
- la préparation au relèvement ; et
- exploitation du consensus politique autour de la Priorité n° 4 du Cadre de Sendai : Améliorer la préparation aux catastrophes pour une intervention efficace et pour « reconstruire en mieux » dans les situations de relèvement, de réhabilitation et de reconstruction. La conférence a proposé des sessions sur la récente sécheresse en Somalie, la participation des femmes en tant qu'acteurs en situation de relèvement, les effets des catastrophes sur le patrimoine culturel, et le partenariat avec le secteur privé.

Les participants ont identifié les approches efficaces et prospectives pour parvenir à un relèvement axé sur la résilience post-crise qui intègre la prévention des risques de catastrophes et climatiques ainsi que la prise en compte de situations de fragilité et de conflit. Il a été largement reconnu que les efforts du relèvement axé sur la résilience passent forcément par le renforcement des capacités à faire face aux risques futurs, contribuant ainsi aux objectifs de développement durable. Face à l'accroissement de la fréquence, de l'intensité et du coût des catastrophes, des investissements dans la préparation au relèvement s'imposent, et en particulier dans les communautés et les pays les plus vulnérables et les moins développés. Des modalités institutionnelles solides et des mécanismes et politiques financiers robustes contribuent à un relèvement plus rapide et plus efficace.

Pour le récit complet du déroulement de la conférence, les messages clés et une vidéo de la cérémonie de clôture, voir : <http://gfdrr.org/wrc3>

Encadré 7

JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR LES INTERVENTIONS POST-CATASTROPHE



Séance de discussion lors de la journée spéciale
Crédit photo : Banque mondiale

Profitant de la participation de nombreux délégués ACP à la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction, parrainée par le programme ACP-UE NDRR, la GFDRR a organisé une « journée de réflexion » autour des enseignements tirés des interventions post-catastrophe dans les pays ACP dans le cadre du programme.

Cette journée de réflexion organisée le 9 juin 2017 par le Secrétariat ACP visait à promouvoir l'échange de connaissances entre les pays ACP sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés des interventions post-catastrophe dans les pays ACP depuis le lancement du programme ACP-UE NDRR en 2011. L'objectif principal de cet atelier d'une journée était de réunir des représentants des pays ACP, du Secrétariat ACP, de l'UE, du PNUD et de la Banque mondiale/GFDRR afin de renforcer le discours sur les activités d'intervention post-catastrophe dans les pays ACP. L'atelier a été l'occasion pour les participants de mieux comprendre la finalité et la démarche du renforcement des capacités. Le champ d'action de mobilisation de ressources financières en faveur des pays et régions ACP a été davantage mis en valeur.

La journée de réflexion a consisté en trois sessions. La première a dressé un tour d'horizon du programme ACP-UE NDRR et de ses activités d'intervention post-catastrophe. Celui-ci a permis de présenter le contexte et le cadre institutionnel des PDNA, qui sont essentiels à la mobilisation des ressources et de l'aide au développement international aux lendemains d'une catastrophe. La deuxième session a été l'occasion pour les représentants des pays ACP de partager et d'apprendre des expériences nationales, ce qui a déclenché de vives discussions. Des études de cas de six pays d'Afrique, de trois pays des Caraïbes et de trois pays du Pacifique ont constitué la base de ces discussions. La troisième session a insisté sur le concept et le processus des cadres de relèvement après une catastrophe.

Du point de vue des pays ACP, les évaluations post-catastrophe constituent le fondement des plans de relèvement et de reconstruction. Ceux-ci doivent donc être axés sur les résultats et réalisés en temps utile et de manière exhaustive. Il est fréquent qu'aux lendemains d'une catastrophe, les capacités locales se limitent à la fourniture et au financement du relèvement en cas de besoin. À cet égard, la session a insisté sur l'importance du renforcement des capacités et de la collecte et du regroupement de données solides.

La majorité des délégués nationaux ont apprécié le soutien apporté par le programme ACP-UE NDRR, dont les effets se font sentir par le renforcement des capacités aux niveaux national et régional et la mobilisation de fonds supplémentaires provenant d'autres sources. La journée de réflexion a rappelé aux participants l'importance de disposer d'un mécanisme d'échange régulier des connaissances intra-ACP et elle a souligné la nécessité d'organiser à l'avenir davantage d'activités Sud-Sud et de coopération régionale.

La GFDRR, le Secrétariat ACP et l'UE continueront d'explorer des moyens efficaces d'échanger les connaissances et les bonnes pratiques. Les rencontres futures ne se limiteront pas à la question des interventions post-catastrophe mais pourraient aussi aborder les problématiques plus larges de la GRC et de la résilience.

Le récit complet, l'ensemble des présentations, les messages clés et d'autres documents pertinents liés à la journée de réflexion figurent sur le site dédié de ACP-UE NDRR à l'adresse : www.gfdr.org/acp-eu/focus-day-on-post-disaster-response-in-brussels

4. RENFORCEMENT DE LA COORDINATION RÉGIONALE DE LA GRC EN AFRIQUE

Le groupe des ACP et l'UE ont établi le programme de **Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne**²⁵, appelé Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles en Afrique subsaharienne, dont l'objectif global est de **renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts des catastrophes naturelles**. Sont compris les impacts potentiels du changement climatique afin de réduire la pauvreté et de promouvoir le développement durable.

Pour atteindre cet objectif, cinq Résultats ont été identifiés, mis en œuvre par plusieurs partenaires, dont la BAfD, la CUA, l'UNISDR et la Banque mondiale/GFDRR. Il s'agit des résultats suivants :

R1: Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophe. Mis en œuvre par la CUA et l'UNISDR.

R2: Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Mis en œuvre par la GFDRR.

R3: Les capacités de base des Centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de prévention des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. Mis en œuvre par la BAfD.

R4: Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. Mis en œuvre par l'UNISDR.

R5: Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes. Mis en œuvre par la GFDRR.

Les partenaires de mise en œuvre travaillent en étroite coordination, facilitée par un Comité de pilotage du programme qui se réunit deux fois par an et est présidé par la CUA.



²⁵ Financé dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement.



Cote du Cap, Ghana
Crédit photo: Shutterstock

4.1 À propos du Résultat 2

Le Résultat 2, baptisé aussi plus simplement « R2 », est l'un des deux résultats gérés par la Banque mondiale/GFDRR (le deuxième étant le Résultat 5). L'**objectif spécifique** du Résultat 2 est de **renforcer et d'accélérer la mise en œuvre efficace d'un cadre africain complet de PRC et de GRC au niveau régional**. Il s'aide des moyens suivants :

1. renforcer les capacités de coordination des CER, et de
2. les soutenir dans le développement de capacités en matière de planification et de conseil politique afin de leur permettre d'appuyer leurs États membres et les programmes régionaux et sous-régionaux de GRC.

Cet objectif est atteint en apportant un soutien ciblé aux CER africaines pour qu'elles renforcent leurs capacités afin d'améliorer la coordination, la planification, le conseil politique et la diffusion des connaissances dans le but de faire progresser le programme régional de GRC et de mieux soutenir leurs États membres respectifs à prendre des décisions éclairées en matière de renforcement de leur résilience aux catastrophes.

Les activités engagées au titre du R2 respectent et soutiennent l'approche stratégique formulée dans le Programme d'action de la CUA, les stratégies de PRC des CER et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (SFDRR) 2015-2030²⁶. Elles sont mises en œuvre par le biais d'une contribution supplémentaire au Programme ACP-UE NDRR. Cette contribution supplémentaire vise les quatre principales CER et leurs partenaires clés, notamment des universités et des centres de recherche, des autorités de bassins fluviaux ou des organisations techniques d'Afrique. Les quatre CER participantes sont les suivantes :

- CEEAC : la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, basée à Libreville au Gabon (<http://www.ceeac-eccas.org>)
- CEDEAO : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, basée à Abuja au Nigeria (<http://www.ecowas.int>)
- IGAD : l'Autorité intergouvernementale pour le développement (pour l'Afrique de l'est) basée à Djibouti (<http://www.igad.int>), et
- SADC : la Communauté de développement de l'Afrique australe, basée à Gaborone au Botswana (<http://www.sadc.int>)

C'est par une participation régionale complète que les CER, les États africains, les décideurs et les communautés de pratique participants seront en mesure de tirer parti de l'expertise, des connaissances techniques et des bonnes pratiques opérationnelles supplémentaires qu'apportent des parties prenantes d'horizons variés. Le programme R2 vise également à fournir une plateforme de plaidoyer, à améliorer la coopération et le travail en réseau entre des établissements techniques mondiaux, régionaux et nationaux, à tirer parti du rayon de sensibilisation accru apporté par les parties prenantes et, au bout du compte, à soutenir les plans de développement nationaux et à améliorer les capacités régionales dans le domaine des évaluations des besoins post-catastrophe et de cadres de relèvement.

Les sections ci-dessous dessinent dans leurs grandes lignes des réalisations des CER qui ont été possibles grâce au soutien du programme R2. Un rapport d'activité consacré exclusivement au programme R2 est disponible séparément.

²⁶ Et son prédécesseur au moment de son lancement, le Cadre d'action de Hyogo 2005-2015.

4.2 Activités communes

Les activités à l'échelle du programme au titre du R2 contribuent à renforcer la coordination régulière entre les partenaires du développement et les parties prenantes au programme global de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne. Une attention particulière a été accordée à la coordination entre les différents Résultats lors du deuxième et troisième comités de pilotage, ainsi que par la coordination proactive entre la GFDRR et les partenaires d'exécution des Résultats 1 (CUA et l'UNISDR), 3 (BAfD) et 4 (l'UNISDR) :

- La seconde réunion du Comité de pilotage du Programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne s'est tenue à Livingstone, en Zambie, le 27 octobre 2016, en marge de la 9^e réunion du Groupe de travail Afrique concernant la prévention des risques de catastrophes (25-26 octobre 2016). L'équipe de la Banque mondiale a présenté l'état de mise en œuvre de ses travaux sur l'amélioration de la coordination et des capacités de PRC des CER. Les partenaires d'exécution se sont mis programme et le renforcement de la coordination entre les activités mises en œuvre par les cinq partenaires des Résultats.

La 10^e session du Groupe de travail Afrique (GTA), qui s'est tenue à Addis-Abeba en Éthiopie les 7-8 mars 2017, était la première session depuis l'approbation de la Déclaration de Maurice et du Programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique au sommet de l'Union africaine qui avait eu lieu en janvier 2017. Les discussions ont porté sur l'examen des progrès réalisés dans le domaine de la PRC en Afrique dans le contexte du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes depuis la 9^e session du GTA qui s'était tenue en octobre 2016 à Livingstone en Zambie. Elles ont également abouti à l'élaboration de la Position commune de l'Afrique, qui a été présentée à la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe de 2017 à Cancun (mai 2017).

- Le troisième Comité de pilotage a eu lieu à Addis-Abeba le 9 mars 2017 en marge de la 10^e session du groupe de travail Afrique sur la PRC, qui a été l'occasion de faire le point sur l'avancement des activités au titre des différents Résultats. L'équipe de la Banque mondiale a présenté l'état de mise en œuvre de ses travaux dans le domaine du programme de la GRC des CER africaines (Résultat 2) et de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (Résultat 5).



*Des habitants attendent dans des bateaux dans le village de Mpulungu, Zambie
Crédit photo: Shutterstock*

Voici plusieurs activités à l'échelle du programme R2 sur l'échange de connaissances et la coordination qui ont eu lieu au cours de l'exercice 2017 :

- Un événement intitulé Tirer parti du potentiel de la coopération régionale pour la résilience aux catastrophes a eu lieu en novembre 2016 lors de la 6^e Plate-forme régionale africaine sur la GRC qui s'est tenue à l'île Maurice, à laquelle plus de 45 représentants ont assisté, notamment des États membres de la République démocratique du Congo, de Guinée équatoriale, d'Éthiopie, du Gabon, de Madagascar, de l'île Maurice, du Niger, du Nigeria, du Soudan et du Soudan du Sud. La session a compris un rapide récapitulatif des réalisations, des principales difficultés et opportunités de PRC de chaque CER, ainsi qu'un panel de discussion composé de représentants de haut niveau des CER, se concentrant sur leur vision d'un programme de PRC solide et inclusif d'ici 2030.
- Une réunion de coordination du programme a eu lieu en juin 2017 en marge de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction à Bruxelles, pour faire le bilan des progrès réalisés et étudier les questions de communication et de coordination des activités. Des représentants de la CEDEAO, de la CEEAC²⁷ de l'IGAD et de la SADC ont présenté l'état de mise en œuvre de leur programme de travail respectif, avec les grands défis et les priorités pour les mois à venir.
- La plate-forme régionale ACP-UE d'échange de connaissances sur la PRC a été lancée en août 2016 en vue de poursuivre les échanges entre les six organisations sous-régionales des pays ACP entamés dans le cadre du 9^e Programme de PRC du Fonds européen de développement. Cette plate-forme constitue un groupe exclusif sur mesure pour les points focaux régionaux de PRC dans les CER africaines, et les organisations régionales dans les Caraïbes et le Pacifique, à savoir la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD, la SADC, la CDEMA et le SPC.²⁸ Ce groupe privé est hébergé sur le site de Capacity4DEV, une initiative de la Commission européenne qui fournit une plate-forme ouverte portant sur la PRC (<http://capacity4dev.ec.europa.eu/drr-acp/>), ainsi que sur beaucoup d'autres problématiques globales du développement soutenues par l'Union européenne. Il facilite le partage de connaissances et d'expériences dans l'ensemble des communautés régionales de la PRC en permettant à ses membres de publier et d'échanger facilement des documents, directives techniques, études, événements à venir et opinions. Cette plate-forme constitue également un espace pour des discussions ouvertes, libres et animées entre les parties prenantes.
- Enfin, les partenaires des CER ont pleinement participé à la Journée de réflexion sur le PDNA organisée en juin 2017 en marge de la Troisième Édition de la Conférence Mondiale sur la Reconstruction (voir Encadré 7 pour en savoir plus).



²⁷ Les représentants de la CEDEAO y ont participé par audio-conférence.

²⁸ Secrétariat de la communauté du Pacifique.

4.3 Faits saillants des réalisations de l'exercice 2017 par les CER



La **CECCAS** a concentré ses efforts sur des événements de dialogue politique : la 5^e Plate-forme régionale de l'Afrique centrale sur la PRC et l'Atelier de sensibilisation à la plate-forme nationale de PRC du Cameroun, qui tous deux se sont déroulés à Yaoundé au Cameroun, en décembre 2016. Suite à ces événements, une formation régionale de la CEEAC sur le PDNA et le DRF a réuni plus de 80 participants en avril 2017 à Libreville au Gabon, en vue de renforcer les capacités des experts du Secrétariat de la CEEAC et des points focaux des États membres sur la gestion post-catastrophe, la préparation et le relèvement. La réunion annuelle du Réseau parlementaire pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale (REPARC) a également eu lieu au cours de l'atelier de formation au PDNA/DRF mentionné ci-dessus. Dans le cadre de l'exercice d'évaluation des risques régionaux de la CEEAC, des études préliminaires ont été effectuées portant sur le système d'information de l'eau de la CEEAC en vue d'établir un géo-portail pour les informations sur l'eau et sur les risques.



La **CEDEAO** a finalisé le Plan d'action de PRC pour 2015-2030 à Accra au Ghana en octobre 2016. L'objectif du Plan d'action était de consolider les institutions clés aux niveaux régional et national et de mobiliser une vaste coalition de partenaires afin de renforcer la résilience aux aléas et d'intégrer la PRC dans le développement durable. Suite au succès rencontré par la formation régionale au PDNA et à la planification du relèvement, organisée en collaboration avec le PNUD et la GFDRR en mars 2016 à Abuja au Nigeria pour les États membres délégués, la CEDEAO a commencé à déployer son soutien aux formations au PDNA dans ses États membres.



L'**IGAD** et sa nouvelle unité opérationnelle du programme de GRC a organisé le lancement du programme R2 de l'IGAD à Addis-Abeba en Éthiopie en février 2017, en sollicitant une participation multipartite. La réunion, qui s'est tenue à Nairobi au Kenya en mars 2017, a contribué à l'organisation réussie de la Conférence ministérielle sur la crise humanitaire causée par la sécheresse et les conflits dans la région de l'IGAD. 100 représentants ont assisté à deux formations nationales au PDNA/DRF au Soudan en avril et en Tanzanie en mai 2017. Des experts en assistance technique dans des domaines spécifiques ont été recrutés pour mener à bien plusieurs activités, dont l'élaboration d'un cadre régional de l'IGAD pour l'intégration de la GRC et de l'ACC dans le programme du secteur de l'éducation, le soutien à l'élaboration de la stratégie de GRC pour le Soudan, et des travaux sur un projet pilote d'agriculture intelligente face au climat dans une région du Kenya très affectée par le climat.



Le Secrétariat de la **SADC** à Gaborone au Botswana a organisé des réunions en janvier 2017 pour faire progresser l'élaboration de son programme au titre du R2. Il a finalisé un programme de travail détaillé pour 2017, s'appuyant sur une large consultation auprès des ministères et des divisions de divers secteurs afin d'en assurer la complémentarité avec les projets et programmes en cours. En juin 2017, une manifestation d'intérêt a été lancée à l'appui de la mise en œuvre d'un programme régional de collaboration universitaire pour le renforcement des capacités et le soutien politique dans la région de la SADC.

Renforcement des capacités

En juin 2017, le programme R2 a dispensé des formations ou a invité à une conférence presque 500 personnes au total, dont près d'une centaine de femmes.

Pour en savoir plus, veuillez vous reporter au **Programme de renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne : Rapport d'activité du Résultat 2 pour 2016-17**.

5. ANNEXES

Annexe 1: Communication et visibilité

Publications et rapports



Rapport d'activité du programme ACP-UE NDRR 2015-2016

Le rapport d'activité ACP-UE NDRR pour 2015-2016 présente le soutien apporté par le programme à plus d'une quarantaine de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour renforcer leur résilience face aux aléas naturels et à l'adaptation au changement climatique, tout en relevant les faits saillants des enseignements tirés de projets spécifiques effectués au Malawi, au Belize et au Timor-Leste. Le rapport peut être téléchargé dans sa version anglaise (<http://goo.gl/2CsJzw>) et dans sa version française (<http://goo.gl/dVq31r>), et il est disponible également sur le site dédié ACP-UE NDRR (<http://www.drrinacp.org>).



Rapport d'activité du Résultat 2 2014-2016

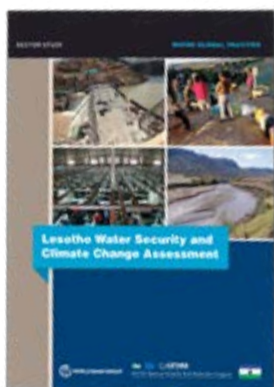
Le premier rapport d'activité du Résultat 2 - Programme de GRC des Communautés économiques régionales africaines (CER) pour la période 2014-16 présente le soutien apporté aux CER pour développer leurs capacités de coordination, de planification et de conseil en politique au profit de leurs États membres. Le rapport est disponible dans sa version anglaise (<http://goo.gl/fJEJKn>) et dans sa version française (<http://goo.gl/RkuSn5>).



Rapport d'activité de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique 2014-2016

Le premier rapport d'activité de l'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (ADRF) pour la période d'août 2014 à juin 2016 donne un aperçu des réalisations et des faits saillants à ce jour de l'Initiative ADRF et il identifie les priorités et les difficultés à venir. Le rapport est disponible dans sa version anglaise (<http://goo.gl/hqZtyC>) et dans sa version française (<http://goo.gl/cZTMAS>).

Résultats des projets



Évaluation de la sécurité de l'eau et du changement climatique du Lesotho

Ce rapport étudie les conséquences du changement climatique pour le développement et l'économie futurs du Lesotho, en se concentrant plus particulièrement sur les différents investissements dans les infrastructures de l'eau actuellement à l'étude par le gouvernement du Lesotho. C'est en analysant la performance du système de gestion de l'eau que l'étude détermine l'incidence de différentes stratégies d'adaptation sur la disponibilité de l'eau pour différents secteurs dans un large éventail de conditions climatiques futures possibles jusqu'en 2050. Le rapport est disponible à <http://goo.gl/djGPE1>.



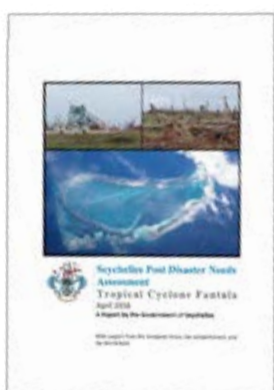
Fidji - Évaluation des besoins post-catastrophe suite au passage du cyclone tropical Winston

En février 2016, le cyclone tropical Winston de catégorie 5 s'est abattu sur les Fidji, tuant 44 personnes et laissant derrière lui un sillage de destruction dans une grande partie de l'archipel. Il s'agit du cyclone le plus puissant à avoir jamais été enregistré dans l'hémisphère Sud. Aux lendemains de la catastrophe, le Gouvernement des îles Fidji a réalisé un PDNA complet avec le soutien de la Banque mondiale, de l'Union européenne, des Nations Unies, de la Banque asiatique de développement et d'autres partenaires de développement. Ce PDNA, publié en août 2016 et réalisé avec l'appui du programme ACP-UE NDRR, a permis au gouvernement d'évaluer les dommages et leur impact suite au passage du cyclone. Le rapport souligne que les dégâts subis par les secteurs du logement et de l'agriculture étaient graves, et que des dégâts importants avaient été subis au niveau des bâtiments publics et des infrastructures de transport, d'électricité et de communication. Le rapport est disponible à <http://goo.gl/qidKfg>.



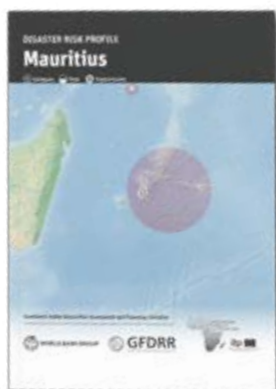
Cadre de relèvement après une catastrophe aux Fidji

En plus du PDNA sus-visé réalisé avec l'appui du programme ACP-UE NDRR, le Gouvernement des îles Fidji a publié un Cadre de relèvement après une catastrophe. Ce document a été établi en coordination avec la Banque mondiale, les Nations Unies, l'Union européenne, la Banque asiatique de développement, et la Communauté du Pacifique. Le document est disponible à <http://goo.gl/sM6TEi>.



Évaluation des besoins post-catastrophe - Cyclone tropical Fantala

L'Évaluation des besoins post-catastrophe des Seychelles suite au cyclone tropical Fantala en avril 2016 a été réalisée avec l'appui du programme ACP-UE NDRR et a permis d'évaluer les dégâts et l'impact subis après le passage du cyclone. Le rapport présente la ventilation des secteurs clés sinistrés, les dommages et les pertes économiques ainsi que les ressources nécessaires pour financer le relèvement des régions aux lendemains du cyclone. Le PDNA fournit également des recommandations et des lignes directrices pour faire en sorte que le processus du relèvement s'appuie sur une démarche de prévention des risques qui adopte une approche de reconstruire en mieux. Le rapport est disponible à <http://goo.gl/1bLzI2>.



Publication de profils de risque de catastrophe SWIO RAFI

Cinq profils de risque de catastrophe sont disponibles : pour Madagascar dans sa version anglaise (<http://goo.gl/HHA5H7>) et dans sa version française (<http://goo.gl/6Z1eNE>) ; pour les Comores dans sa version anglaise (<http://goo.gl/SWUwYJ>) et dans sa version française (<http://goo.gl/AZZUEj>) ; pour l'île Maurice la version dans sa version anglaise (<http://goo.gl/2DScMr>) ; pour les Seychelles dans sa version anglaise (<http://goo.gl/8DvPp3>) ; et pour Zanzibar dans sa version anglaise (<http://goo.gl/ZNLNms>). Toutes les données sur les aléas et l'exposition provenant du projet SWIO RAFI seront communiquées aux États insulaires. Les données seront également disponibles dans les plates-formes géospatiales, des fichiers texte et des rapports finaux détaillés propres à chaque pays. Par ailleurs, les données sur les aléas et les profils de risques seront téléchargés sur l'outil ThinkHazard! (<http://thinkhazard.org>) de la GFDRR, pour disposer ainsi d'un accès global aux résultats.



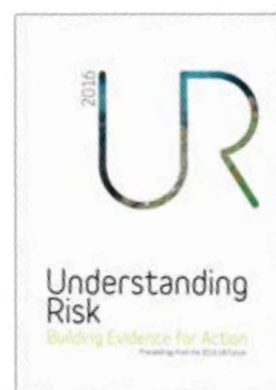
Rapport de synthèse sur l'Initiative SWIO RAFI

Un rapport de synthèse a été publié sur l'Initiative SWIO RAFI, cofinancé par le programme ACP-UE NDRR et l'initiative ADRF ACP-UE. Ce rapport fait la synthèse des progrès réalisés dans l'avancement des travaux d'analyse visant à mieux comprendre les risques de catastrophe et les solutions de financement des risques pour les Comores, Madagascar, l'île Maurice, les Seychelles et Zanzibar. Les profils de risque, y compris les constats clés, fournissent des données quantitatives détaillées des risques pour chaque État insulaire. Le rapport est disponible à : <http://goo.gl/G35krD>.



Lignes directrices pour la gestion du littoral et la restauration des plages en Jamaïque

Dans le cadre du projet ACP-UE NDRR de Renforcement de la GRC et de la résilience au changement climatique, lancé en janvier 2015 et mis en œuvre par la Banque mondiale, les lignes directrices ont été publiées en juin 2016 et visent à soutenir le développement politique et institutionnel du pays concernant les ressources côtières, les aléas naturels, les impacts liés au climat et le développement durable. Ce travail a été accompli par l'examen, la consolidation et la mise à jour des lignes directrices et règlements prioritaires existants pour en faire un ensemble intégré et cohérent, qui établit les liens entre les politiques sectorielles existantes et les enjeux concernant l'océan et le littoral. Le rapport est disponible à : <http://goo.gl/RAaoRk>.



Actes de la conférence Understanding Risk de Venise

Le forum biennal Understanding Risk (Comprendre le risque), qui a eu lieu à Venise en Italie du 16 au 20 mai 2016, a réuni des praticiens de plus d'une centaine de pays pour qu'ils se rencontrent, apprennent les uns des autres et partagent les bonnes pratiques. Ce forum a été le plus ambitieux et le plus mondial de ceux que la GFDRR a organisés à ce jour. Des décideurs, modélisateurs des risques, urbanistes, économistes, psychologues, communicants et autres praticiens ont pu partager leurs connaissances et leur expérience lors de 2000 réunions et occasions de rencontre. Les engagements de renforcement des capacités pris à l'occasion du forum UR2016 ont reçu le soutien du programme du Résultat 2 d'ACP-UE. Les actes de la conférence peuvent être téléchargés à <http://goo.gl/lwz7Ij>.

Récits d'impacts

Récits d'impacts : la série de sensibilisation de la GFDRR qui met en évidence les réalisations en matière d'initiatives de GRC



Communiquer les risques d'inondations le long du littoral du Guyana

Le Gouvernement du Guyana, en collaboration avec la Banque mondiale, a lancé le projet d'adaptation à la conservation de la nature de 3,8 millions de dollars financés par le FEM, en vue de lutter contre les risques d'inondation catastrophiques dans les zones côtières du Guyana. Le projet a permis de mieux comprendre le système de drainage côtier et de conservation de l'eau, d'améliorer les infrastructures de drainage, de déterminer les interventions stratégiques clés à entreprendre en vue de réduire les risques d'inondation et de renforcer les capacités institutionnelles. Un projet parallèle d'assistance technique financé par le programme ACP-UE NDRR, de Renforcement des systèmes d'information et de sensibilisation à l'adaptation des terres côtières du Guyana, a permis d'informer pleinement les décideurs, les parties prenantes et le public des efforts déployés visant à comprendre et à renforcer les systèmes de contrôle des inondations, à accroître la sensibilisation aux risques d'inondation et à expliquer les technologies utilisées en vue d'atténuer ces risques. Le récit d'impacts est disponible dans sa version anglaise (<http://goo.gl/ocMBe4>) et dans sa version française (<http://goo.gl/SDu8zz>).



Renforcement de la résilience aux catastrophes au Timor-Leste

Petit pays montagneux d'Asie du sud-est occupant la moitié orientale de l'île de Timor, le Timor-Leste est très vulnérable aux catastrophes naturelles. Les aléas liés à la météo, tels que les pluies de mousson, les sécheresses, les inondations, les glissements de terrain et les vents violents destructeurs, sont des menaces fréquentes. À cela s'ajoutent de potentiels risques sismiques, d'éruptions volcaniques et de tsunamis.

Reconnaissant la nécessité de se préparer aux catastrophes, le Gouvernement du Timor-Leste a créé la direction nationale de gestion des catastrophes (NDMD) pour gérer ces risques. En 2014-2015, en collaboration avec la Banque mondiale, le PNUD et des branches spécifiques du gouvernement, la NDMD a mis en œuvre le projet de résilience au changement climatique et aux catastrophes dans les communautés situées dans les régions Nord du Timor-Leste, le long du couloir routier de Dili à Ainaro et autres couloirs liés, avec le soutien du programme ACP-UE NDRR. Le projet visait à générer et à utiliser des données quantifiées afin de mieux comprendre et de mieux se préparer aux aléas naturels le long des couloirs routiers, ainsi que de soutenir le renforcement des capacités en matière de gestion des risques de catastrophe à base communautaire. Le récit d'impacts est disponible dans sa version anglaise à (<http://goo.gl/XqzMUA>) et dans sa version française à (<http://goo.gl/KpCj61>).

Videos



Vidéo de projet —Cartographie communautaire Ramani Huria à Dar es Salam, Tanzanie

Dans le cadre du projet Renforcement de la résilience climatique dans le secteur de l'eau de la Tanzanie financé par le programme ACP-UE NDRR, Ramani Huria est une activité de cartographie communautaire à Dar es-Salaam de formation d'étudiants universitaires et de membres des communautés locales à l'établissement de cartes très précises des secteurs de la ville les plus sujets aux inondations. Les Tanzaniens sont en train de cartographier leur propre ville en vue de résoudre les problèmes d'inondations par des moyens d'amélioration de l'urbanisme, du drainage, de l'entretien et de la gestion des déchets communautaires. La vidéo est disponible au lien suivant : <http://goo.gl/BNsvpi>.



Favoriser le relèvement après le passage d'un cyclone et améliorer la résilience au changement climatique au Tonga

Le projet visant à Accroître la résilience au changement climatique et aux catastrophes de la reconstruction post-catastrophe, lancé en mai 2015 et mis en œuvre par le gouvernement du Tonga, vise à rétablir les logements, les équipements collectifs et les services de base de la population touchée d'Ha'apai tout en renforçant la résilience du pays face aux catastrophes naturelles après le passage du cyclone Ian. Une vidéo de projet met en lumière les réalisations du projet, disponible au lien suivant : <http://goo.gl/morWBz>.

Annexe 2: Liste du portefeuille de projets

AFRIQUE

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
1	Région	Cinquième Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophes	Volet 1	2	BM	124,022	Avr-14	Juin-14	Achevé
2	Région	Formation aux outils et à la méthodologie d'évaluation des risques (Understanding Risk 2012)	Volet 1	1	BM	263,284	Mai-12	Déc-12	Achevé
3	Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad	Sahel : Programme national et régional de résilience et d'interventions en cas de catastrophes	Volet 1	1 2 3	BM, ACMAD, AGRHYMET (CILSS)	402,630	Juin-14	Juin-17	Achevé
4	Comores, Madagascar, Malawi, Mozambique	Soutien à l'établissement d'un Centre technique pour la prévention des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique	Volet 1	2	ONU-HABITAT, COSEP, BNGRC et CPGU	897,399	Jan-13	Déc-15	Achevé
5	Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Tanzanie	Initiative de financement et d'établissement du profil des risques de catastrophes des îles de l'océan Indien	Volet 1	1 2 3 4	BM, COI, les ministères des Finances et de la Gestion des catastrophes	1,269,078	Jan-14	Juin-17	Achevé
6	Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda et Somalie	RCMRD - Projet de cartographie Open Data de la Corne de l'Afrique : Renforcer la résilience par le partage de données pour reconstruire la région	Volet 1	1	BM, RCMRD, Croix-Rouge du Kenya	281,504	Nov-12	Juin-15	Achevé
7	Membres de la CEEAC	Élaboration de mesures de prévention des risques, de préparation et d'interventions à des risques de catastrophe en Afrique centrale	Volet 1	2	BM, CEEAC	299,731	Fév-15	Juin-17	Achevé
8	Membres de l'IGAD	Programme régional de résilience aux catastrophes et de durabilité de la Corne de l'Afrique de l'IGAD	Volet 1	2	BM, IGAD	962,626	Oct-12	Août-16	Achevé
9	Communautés économiques régionales (CER)	Préparation de la collaboration avec des organisations régionales en Afrique dans le cadre du Programme ACP-UE	Volet 1	2	BM, CEEAC, CEDEAO, IGAD, SADC, BAFD, CUA	497,955	Nov-14	Juin-17	Achevé
10	Burundi	Préparation à des inondations et des glissements de terrain pour améliorer la résilience des communautés	Volet 2	1 2 3	BM	744,000	Juin-15	Juin-19	En cours
11	RD Congo	Renforcement des services hydrométéorologiques et climatologiques	Volet 2	1 2 3	BM	3,000,000	Août-16	Déc-19	En cours
12	Éthiopie	Renforcement des capacités de prévention des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique des woreda	Volet 2	1 2	BM, Cordaid	750,000	Juil-15	Sept-17	En cours

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Pilliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
13	Gambie	Évaluation nationale des risques de catastrophes et renforcement de l'Agence nationale de gestion des catastrophes	Volet 2	1 2 3 4	BM	605,769	Oct-12	Juin-15	Achevé
14	Lesotho	Analyse des risques relatifs au climat et à l'eau et systèmes de gestion de l'information et d'alerte précoce	Volet 2	1 3	BM, PAM	1,199,771	Mars-13	Sept-16	Achevé
15	Liberia	Renforcement de la gestion des risques de catastrophes au Liberia	Volet 2	1 2 3	PAM	543,317	Oct-12	Juin-16	Achevé
16	Mozambique	Promotion de l'intégration de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement des districts et la gestion des risques à base communautaire	Volet 2	2 3	BM, World Vision	580,309	Sept-15	Juil-18	En cours
17	Niger	Prévention des risques de catastrophes à base communautaire au Niger	Volet 2	1 2 3	Oxfam UK, Niger	1,054,816	Nov-12	Juin-16	Achevé
18	Niger	Approche multi-aléas au système d'alerte précoce en mettant l'accent sur la gestion des risques d'inondations	Volet 2	2 3	BM	298,686	Avr-15	Juin-17	Achevé
19	Nigeria	Renforcement des capacités pour la gestion des risques de catastrophes	Volet 2	1 2 5	BM	850,000	Oct-15	Juin-17	Annulé
20	Nigeria	Renforcement des universités nigérianes comme centres d'excellence pour la formation et la recherche en matière de PRC	Volet 2	1 2 5	BM	330,000			Annulé
21	Rwanda	Établissement de profils complets de risques de catastrophes pour améliorer la gestion des catastrophes au Rwanda	Volet 2	1	PNUD	652,221	Oct-12	Juin-15	Achevé
22	Sierra Leone	Soutien à la PRC à base communautaire en Sierra Leone	Volet 2	1 2 3	BM	700,000	Oct-12	Mai-18	En cours
23	Tanzanie	Renforcement des capacités communautaires pour les interventions de PRC dans les régions sujettes à la sécheresse à travers les enfants	Volet 2	2 3	BM, UNICEF	776,602	Oct-12	Oct-15	Achevé
24	Tanzanie	Renforcement de la résilience climatique dans le secteur de l'eau de la Tanzanie	Volet 2	1 2	BM	392,003	Mai-14	Sept-16	Achevé
25	Togo	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres	Volet 2	2 3	Gouvernement du Togo	2,832,638	Nov-14	Juin-17	Achevé
26	Ouganda	Évaluation des risques et plan d'action de résilience	Volet 2	1 2	BM	650,000	Avr-15	Déc-17	En cours

AFRIQUE

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
27	Zimbabwe	Intégration de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement local au Zimbabwe grâce à l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze	Volet 2	1 2 3	BM, Croix-Rouge danoise	499,850	Sept-15	Juin-18	En cours
28	Burundi	Mission d'évaluation rapide axée sur la gestion des risques d'inondation	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	73,706	Avr-14	Mars-15	Achevé
29	Cap-Vert	PDNA suite à l'éruption volcanique au Cap-Vert de 2014-2015	Volet 3	5	BM	79,613	Avr-15	Août-15	Achevé
30	Cameroun	Évaluation d'urgence des inondations et planification de réhabilitation	Volet 3	5	BM	71,338	Nov-12	Mars-13	Achevé
31	Comores	Renforcement des capacités pour l'évaluation des inondations et la planification du relèvement	Volet 3	5	BM	104,313	Août-12	Juin-13	Achevé
32	Côte d'Ivoire	Formation à l'Évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) en Côte d'Ivoire	Volet 3	5	BM	82,487	Jan-16	Déc-16	Achevé
33	Djibouti	Évaluation des besoins post-désastre après la sécheresse	Volet 3	5	BM, UE, ONU	119,982	Sept-11	Oct-12	Achevé
34	Éthiopie	Renforcement des capacités en matière d'évaluation des besoins post-désastre	Volet 3	5	BM, UE, ONU	46,682	Juin-12	Mars-13	Achevé
35	Kenya	Évaluation des besoins post-désastre (PDNA) - Sécheresse	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	201,233	Avr-12	Jan-13	Achevé
36	Malawi	Évaluation des besoins post-catastrophe suite aux inondations au Malawi	Volet 3	5	BM, UE, ONU	368,685	Fév-15	Juil-16	Achevé
37	Mozambique	Mission d'évaluation rapide au Mozambique axée sur la gestion des risques d'inondation	Volet 3	2 3 5	BM, UE, ONU	99,662	Mars-15	Déc-15	Achevé
38	Nigeria	Évaluation de l'impact des inondations et renforcement des capacités pour la préparation aux catastrophes	Volet 3	5	BM	97,898	Déc-11	Sept-12	Achevé
39	Nigeria	Évaluation des besoins suite aux inondations de 2012 au Nigeria	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	254,958	Nov-12	Déc-13	Achevé
40	Seychelles	Seychelles : Évaluation de l'impact des inondations et planification du relèvement	Volet 3	5	BM	73,792	Mars-13	Déc-13	Achevé
41	Seychelles	Évaluation rapide des dégâts du cyclone tropical Fantala aux Seychelles en 2016	Volet 3	5	BM	72,896	Mai-16	Avr-17	Achevé

CARAÏBES

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
42	Région	Renforcement des investissements publics dans la prévention des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la région orientale	Volet 1	1 2	PNUD, OECO	707,600			Annulé
43	Membres de la CDEMA	Soutien et participation à la 6e Conférence des Caraïbes sur la gestion globale des catastrophes	Volet 1	2 3	BM	101,532	Nov-11	Nov-12	Achevé
44	Belize, Sainte-Lucie, Grenade, Dominique, SVG	Programme d'information sur les risques dans les Caraïbes au soutien de l'intégration de stratégies de GRC dans des secteurs critiques	Volet 1	1	BM	1,338,956	Nov-12	Juin-16	Achevé
45	Belize, Sainte-Lucie, Grenade, Dominique, Jamaïque, SVG)	Communauté de praticiens des Caraïbes Mossaic	Volet 1	2	BM, OECO, SSDF, CICR	366,966	Féb-14	Féb-17	Achevé
46	Belize	Cadre d'évaluation des risques et des aléas pour le Belize : Priorisation d'un plan d'investissement	Volet 2	1 2	BM	1,144,461	Juin-12	Juin-16	Achevé
47	Belize	Assistance technique au financement des risques de catastrophes au Belize	Volet 2	4	BM	273,000	Mai-15	Déc-17	En cours
48	Dominique	Gestion des données spatiales et identification des écoles et abris les plus vulnérables en Dominique	Volet 2	1 2	BM	719,829	Déc-12	Juin-17	Achevé
49	République dominicaine	Intégration de la GRC et de l'adaptation au changement climatique dans les investissements publics, l'aménagement du territoire et les finances publiques en République dominicaine	Volet 2	1 2 4	BM	316,136	Juil-12	Juin-15	Achevé
50	République dominicaine	Détermination des risques pour la protection des écoles en République dominicaine	Volet 2	1	BM, Plan DR, Oxfam DR, Habitat	638,574	Avr-15	Oct-17	En cours
51	République dominicaine	Renforcer la résilience physique et financière de la République dominicaine pour assurer une prospérité partagée	Volet 2	1	BM	900,000	Déc-16	Juil-19	En cours
52	Grenade	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à la Grenade	Volet 2	4	BM	273,000	Mai-15	Déc-17	En cours

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
53	Guyana	Renforcement des systèmes d'information et de sensibilisation à l'adaptation des terres côtières du Guyana	Volet 2	1 2	BM	250,646	Sept-12	Juin-14	Achevé
54	Haïti	Intégration de la gestion des risques de catastrophe et programme de renforcement des capacités en Haïti	Volet 2	2	BM, PNUD	786,895	Août-12	Déc-15	Achevé
55	Jamaïque	Renforcement de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience climatique dans le processus de planification du développement de la Jamaïque	Volet 2	1 2	BM, Gouvernement de la Jamaïque	645,000	Jan-15	Jan-18	En cours
56	Jamaïque	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à la Jamaïque	Volet 2	4	BM	273,000	Mai-15	Déc-17	En cours
57	Sainte-Lucie	Cadre d'évaluation des risques de catastrophes et des aléas à Sainte-Lucie : Préparation de la réduction de la vulnérabilité	Volet 2	1 2	BM	294,278	Oct-12	Avr-16	Achevé
58	Sainte-Lucie	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à Sainte-Lucie	Volet 2	4	BM	273,000	Mai-15	Déc-17	En cours
59	Sainte-Lucie	Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques à Sainte-Lucie	Volet 2	2	BM	1,300,000	Fév-16	Jan-19	En cours
60	Sainte-Lucie	Mesurer l'impact de catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale à Sainte-Lucie	Volet 2	3 5	BM	175,000	Mars-17	Mars-19	En cours
61	Suriname	Suriname - Programme de gestion des risques d'inondations dans le Grand Paramaribo	Volet 2	1 2	BM	350,000	Apr-16	Déc-17	En cours
62	Région	Renforcement des capacités en matière d'évaluation des besoins post-catastrophe dans les Caraïbes	Volet 3	5	BM, PNUD	272,796	Jan-13	May-16	Achevé
63	Dominique	Dominique : Évaluation rapide des dégâts subis par les infrastructures essentielles et appui à la planification du relèvement	Volet 3	5	BM	140,268	Sept-15	Juin-16	Achevé
64	Sainte-Lucie	Évaluation des dommages et des pertes suite aux inondations de décembre 2013 à Saint-Lucie	Volet 3	5	BM	49,395	Mars-14	Déc-14	Achevé
65	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Inondations et glissements de terrain en 2013 à Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Volet 3	5	BM, BDC	49,595	Jan-14	Déc-14	Achevé

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
66	Îles Marshall, Micronésie, Palaos	Renforcement des mesures ciblées de prévention des risques de catastrophes en Micronésie	Volet 1	2	OIM, BM	720,000	Fév-17	Sept-18	En cours
67	Îles du Pacifique/ Pays des Caraïbes	Renforcement des capacités d'évaluation des risques de catastrophe et renforcement communautaire - Forum Understanding Risk	Volet 1	1 5	BM	195,450	Mai-14	Mars-15	Achevé
68	Région	Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique - Phase 3 (PCRAFI-3)	Volet 1	1 4 5	SPC-SOPAC	1,300,419	Août-12t	Juin-17	Achevé
69	Région	Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique	Volet 1	1 2 3	WB, ministères des Finances, SPC, SPREP	1,000,000	Oct-14	Fév-19	En cours
70	Région	UAV4Resilience - Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour les évaluations de catastrophes dans les îles du Pacifique (au titre du projet d'Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique)	Volet 1	1	BM	500,000	Jan-17	Déc-18	En cours
71	Fidji	Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique - Gestion des risques d'inondations aux Fidji	Volet 2	5	BM	200,000			Annulé
72	Fidji	Évaluation de la vulnérabilité climatique aux Fidji	Volet 2	1	BM	450,000	Juil-17	Juin-18	À l'étude
73	Kiribati	Renforcement des atolls en vue d'une expansion urbaine future à résilience climatique (KiriSAFE)	Volet 2	1	BM	455,000	Juil-17	Mai-18	À l'étude
74	Îles Salomon	Projet de résilience de la communauté aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles (CRISP)	Volet 2	1 2 3	BM, Gouvernement des îles Salomon	2,000,000	Avr-14	Avr-19	En cours
75	Îles Salomon	Étude des risques d'inondation et plan de gestion pour Honiara (au titre du projet d'Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique)	Volet 2	1 2 3	BM	500,000	Juin-17	Avr-19	En cours
76	Timor-Leste	Résilience au changement climatique et aux catastrophes dans les communautés situées le long du couloir routier de Dili à Ainaro	Volet 2	1 2	BM, Gouvernement du Timor-Leste	990,000	Juil-13	Oct-15	Achevé

PACIFIQUE

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
77	Tonga	Projet de reconstruction et de résilience au changement climatique après le passage du cyclone Ian au Tonga	Volet 2	5	Gouvernement du Tonga	2,000,000	Avr-15	Juin-18	En cours
78	Vanuatu	Renforcement de la résilience au changement climatique et aux aléas naturels au Vanuatu	Volet 2	1 2 3	BM, Gouvernement du Vanuatu	3,000,000	Août-13	Juin-18	En cours
79	Samoa	PDNA pour Samoa suite au cyclone Evan de 2012	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	104,624	Jan-13	Juin-13	Achevé
80	Fidji	Évaluation des besoins post-catastrophe de Fidji (PDNA) pour le cyclone Evan de 2012	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	103,330	Fév-13	Déc-13	Achevé
81	Fidji	PDNA aux Fidji après le cyclone Winston de 2016	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	212,254	Mars-16	Déc-16	Achevé
82	Îles Salomon	Évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) suite aux inondations dans les îles Salomon d'avril 2014	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	39,333	Mai-14	Mars-15	Achevé
83	Tonga	Assistance technique de planification du relèvement et de la reconstruction après le cyclone tropical Ian	Volet 3	5	BM, PNUD, Croix- Rouge, BAD, AusAid, New Zealand Aid - Ministère des Infrastructures	80,242	Mars-14	Déc-15	Achevé
84	Îles du Pacifique	Évaluation économique des catastrophes dans le Pacifique	Volet 3	5	BM	615,000			Annulé
85	Vanuatu	Évaluation rapide des besoins post-catastrophe suite au passage du cyclone tropical Pam	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	140,697	Avr-15	Juin-16	Achevé

TOUS LES PAYS ACP

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
86	Tous ACP	Déploiement du guide du cadre de relèvement en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	890,000	Mars-16	Déc-17	En cours
87	Tous ACP	Conférence mondiale pour la reconstruction 3 - Connaissances et enseignements tirés des pays ACP	Volet 1	1 2 3 4 5	BM, UE, PNUD	350,000	Jan-17	Déc-17	En cours

Les partenaires au programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Groupe des ACP

Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est une organisation intergouvernementale créée par l'accord de Georgetown en 1975. Il est composé de 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'accord de Cotonou (appelé « Accord de partenariat ACP-CE »), qui les lie à l'Union européenne. Parmi les principaux objectifs du groupe ACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, le groupe ACP a fait œuvre de pionnier en agissant dans le domaine de la prévention des catastrophes naturelles et de la résilience, en sensibilisant l'Union européenne à accorder son attention à la nécessité d'élargir le champ de ses interventions humanitaires pour adopter une démarche plus proactive et plus globale de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles à l'appui du développement durable. Ce programme ACP-UE de gestion des risques de catastrophes naturelles fait partie de la coopération de longue date qui existe entre le Groupe des ACP et l'UE et qui réunit sous une égide intra-ACP des instances mettant en œuvre des programmes de lutte contre les catastrophes naturelles et de résilience au changement climatique des régions d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Celles-ci, aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, s'attaquent aux vulnérabilités des pays ACP à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées à l'adaptation au changement climatique, à la protection de l'environnement et à la gestion des risques des risques de catastrophes naturelles.

Pour plus d'informations :
<http://www.acp.int>

Union Européenne

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes. L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. Ces efforts découlent de la stratégie de l'UE pour la prévention des risques de catastrophes (2011), du Plan d'action sur la résilience dans les pays sujets aux crises (2013) et du Plan d'action sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 (2016). Ces deux plans mettent en commun les ressources humanitaires et de développement afin de mettre en œuvre des initiatives phares telles que AGIR (Alliance mondiale pour la résilience dans le Sahel), SHARE (Aide à résilience de la corne de l'Afrique), AMCC+ (Alliance mondiale contre le changement climatique plus) ou DIPECHO. En outre, par sa coopération avec le groupe des ACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés, ayant engagé plus de 320 millions d'euros pour la période 2008-2013, y compris son appui à la GFDRR.

Pour plus d'informations :
<http://www.europa.eu/>
<http://www.gcca.eu/>

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement

La Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à mieux comprendre leurs vulnérabilités aux aléas naturels et à les réduire, et à s'adapter au changement climatique. Travaillant avec plus de 400 partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux, la GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. La GFDRR reçoit l'appui de 34 pays et de dix organisations internationales.

Pour plus d'informations :
<http://www.gfdr.org/>



Massif montagneux à Viti Levu, Fidji
Crédit photo: Shutterstock

**Programme ACP-UE de prévention
des risques liés aux catastrophes
naturelles**

Banque mondiale - Bureau de Bruxelles
17, av. Marnix-B 1000 Bruxelles, Belgique

infoacpeu@worldbank.org

www.drrinacp.org



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

PROGRAMME ACP-UE DE PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX CATASTROPHES NATURELLES

Une initiative du Groupe des Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique, financée par l'Union européenne et gérée par GFDRR